

FRANCOIS DUCROcq

LA FONCTION CRITIQUE
DU JOURNALISTE

E.S.J. 52^e promotion

maître de mémoire :

JULES GRITTI



A Paule-Thérèse

avec qui j'ai vécu ces pages

FRANÇOIS DUCROcq

LA FONCTION CRITIQUE DU JOURNALISTE

«Le progrès de la connaissance
se résume peut-être
en une meilleure compréhension
de notre ignorance » -

Robert Mossé

Nous vivons dans un monde à trois dimensions. La première figure l'espace, la seconde, le temps, la troisième, le réel. La notion d'espace-temps a fait l'objet de nombreuses recherches scientifiques. Galilée, Copernic, Einstein et bien d'autres ont essayé de comprendre et de formuler l'espace et le temps. Le réel a intéressé les philosophes, les sociologues, les ethnologues, les historiens et les économistes. A côté des chercheurs du réel, s'affairent depuis quatre siècles des techniciens du réel : les journalistes.

Ils fabriquent et détruisent chaque jour quelques fils de la gigantesque trame des événements. Ils mettent en pratique, dessinent, reproduisent dans la société, les schémas fournis par l'environnement intellectuel et idéologique de leur époque.

L'histoire de la presse fournit à ce propos maints exemples de la corrélation entre les idéologies existantes et la manière

dont sont rapportés les évènements.

En excluant les Acta Diurna, des Romains, c'est au XVII^e siècle qu'apparaît le périodique en France avec "Les Nouvelles Ordinaires", puis "La Gazette" de Renaudot. Ces périodiques, qui ont alors leurs équivalents dans les Provinces Unies et en Italie, correspondent très exactement au développement de l'Etat, ainsi qu'à un changement d'organisation sociale. Théophraste Renaudot symbolise toute une nouvelle catégorie de privilégiés qui va se développer aux XVII^e et XVIII^e.

La conception rigide, que la monarchie absolue va se faire de ses droits sur la presse, va susciter au XVIII^e, un certain nombre d'efforts pour savoir davantage et surtout savoir ce qui reste caché par la monarchie. C'est un des aspects essentiels des ~~temps qui mènent à la Révolution de 1789.~~

Il n'est pas surprenant que les classes instruites ou riches - celles des sociétés de pensée, des clubs clandestins, des cafés littéraires ou autres - aient jugés insuffisante la pâture médiocre que pouvaient leur offrir "la Gazette", "le Mercure" et à certains égards "le journal des savants". La soif de l'interdit se manifeste dans tous les domaines. Qu'il s'agisse de politique ou de religion, de doctrines ou de moeurs, de finances ou d'administration, l'indiscrétion devient de plus en plus exigeante autour des hommes d'Etat, de ce qu'ils font, de ce qu'ils devraient faire, de ce qu'ils ne font pas. Mais la clientèle se montre moins difficile sur l'exactitude des indiscrétions, que sur leur abondance.

La presse étend peu à peu son influence. L'opinion publique s'éveille. Et avec elle, les pamphlétaires se déchainent contre toutes les imperfections, toutes les misères du régime, la reine, la cour, les grands. Les ministres des finances, notamment subissent leurs assauts répétés. Necker fut accusé "de faire acheter, pour les détruire, des éditions entières de brochures hostiles". "On fait toujours rage contre les diseurs de nouvelles", lisons-nous le 1er Février 1781, dans une correspondance, "la Bastille est remplie de gens qui écrivaient trop librement ce qui se passe".

Une ordonnance royale du 16 Avril 1757 menace de mort quiconque composerait, ferait composer ou répandre des écrits "tendant à attaquer la religion, à émouvoir les esprits, à donner atteinte à l'autorité du gouvernement, à troubler l'ordre et la tranquillité". Tout au long du siècle, la sévérité se déploie, mais plus souvent dans les mots que dans les actes.

Au XIXe, après l'expérience napoléonienne, la presse révèle toute son efficacité et particulièrement en 1848. Cette année là, en quelques jours, elle apporte la preuve qu'elle est capable de détruire un régime, déjà bien ébranlé par elle et d'en improviser un autre en pleine révolution. "Le National", à la pointe du combat, suscite la crainte des pouvoirs établis : "ces agitations, qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse".***

*** Rapport du ministre Chantelauze au roi Louis-Philippe.

A la fin du siècle, des transformations profondes affectent la presse. Le nombre des lecteurs croît parce que le journal a cessé de coûter cher et que l'instruction primaire se répand dans les classes plus modestes.

Mais outre les progrès techniques et sociaux qui transforment la presse, les journaux évoluent dans leur contenu. Zola, dans "Le Messager de l'Europe" décrit et juge en août 1877 les journaux parisiens. Son étude signale déjà le recul de la presse d'opinion, si "digne", si pleine de talent et si représentative des groupes politiques ou littéraires, au profit des feuilles d'information, vendues au numéro, encombrées de nouvelles et de scandales, rédigées par des "brigades volantes" sans discipline comme sans profondeur. C'est l'aube de la "grande presse".

Aujourd'hui, le "Petit Journal", "Le Matin", "Le Petit Parisien", "Le Journal", "L'Echo de Paris" sont morts mais ils ont ouvert la voie de la presse industrielle. L'optimisation des profits, la loi de l'offre et de la demande priment désormais sur le reste.

Satisfaire le maximum de lecteurs devient l'objectif fondamental des journalistes. Les polémiques s'atténuent donc. On rapporte de plus en plus "objectivement", de plus en plus fidèlement les événements de toute nature sans en dégager l'éthique nécessaire à toute vie en société. Le journaliste prend d'ailleurs difficilement le recul -indispensable- pour une explication en profondeur et une réflexion critique. La rapidité d'exécution devenue impérative, laisse peu de place à l'enquête plus lente mais aussi plus sûre. Parler de tout à tout le monde implique nécessairement de

de gagner en surface ce que l'on perd en profondeur.

Voilà tracées sommairement, nous en convenons, les premières caractéristiques des techniciens du réel. Comme chaque salarié, ils doivent "usiner" l'évènement selon les normes actuelles : rapidité, objectivité, sens de l'actualité.

Ces nobles principes, que nous allons retrouver de manière plus évidente dans les interviews de la deuxième partie, masquent en fait une réalité sociale et idéologique dont il nous faut à présent dire quelques lignes

LE BRICOLEUR, LE PHYSICIEN ET LE JOURNALISTE

En s'interrogeant sur la signification sociale de la rapidité, de l'objectivité et du sens de l'actualité, on peut s'apercevoir qu'il s'agit là de qualités humaines qui conviennent aux sociétés industrielles. Qu'importe en effet d'être objectif, rapide ou d'avoir le sens de l'actualité, dans une société primitive, où l'évènement sert à créer le mythe. Pour les Turkana, les Lozi, les Yao, et pour des centaines d'autres groupes traditionnels, sans écriture ni machinisme, l'objet du message compte peu par rapport à la façon dont il est proféré.

A l'opposé, dans les sociétés de haute technicité, l'évènement est normalisé par les six questions : QUI ? QUOI ? OU ? QUAND ? COMMENT ? POURQUOI ?

A ce stade de l'information, l'esthétique du message est délaissée au profit de son efficacité. Le langage devient indéformable, toutes les précautions sont prises contre l'interprétation : aucune signification parasite ne peut s'insinuer dans le message.

Ce n'est pas un hasard si dans les sociétés multinationales, le secteur clé est celui de l'information. Une décision prise quelques minutes avant une autre firme peut rapporter des sommes considérables. L'opération en bourse, l'investissement nécessitent des enquêtes qui ne tolèrent ni la lenteur, ni la poésie. L'information "objective", le langage achevé, répondent aux exigences d'une société productiviste et capitaliste.

Marc Paillet, dans son excellent livre sur les fonctions et

langages du quatrième pouvoir, souligne que "les transformations du monde moderne ne pouvaient manquer d'avoir une influence décisive en ce qui concerne les choix des informations dans le flux évènementiel."

"Désormais, on est entré dans une ère où la sphère totale de vie est concernée par l'action humaine. De plus en plus, des mécanismes concertés se substituent aux mécanismes naturels."

"La place de l'information est, intrinsèquement, à la mesure de ce développement. Tous les processus de maintien et de développement, de préservation et de restauration dépendent d'activités concertées à la base desquelles se situe une information adéquate".

Les mass media ne se sont pas seulement adaptés au formidable développement industriel, ils ont adoptés la pensée scientifique comme référence pour traiter l'information. C'est-à-dire que, de même un physicien réalise une expérience selon certaines normes pour réaliser un projet bien défini, de même sont créés, et de plus en plus, des évènements en fonction d'une idéologie établie pour faire aboutir un projet politique.

Prenons une comparaison suggérée par Claude Lévi-Strauss : la pensée scientifique moderne peut être symbolisée par le physicien, par contre la pensée sauvage mythique relève du bricolage. En effet, le bricoleur ne subordonne pas ses activités à l'obtention de matières premières et d'outils conçus et procurés à la mesure de son projet : "son univers mental est clos et la règle de son jeu est toujours de s'arranger avec les moyens du bord, c'est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d'outils et de matériaux hétéroclites au surplus". Les éléments destinés au bricolage sont recueillis en vertu du principe que "ça peut toujours servir". Ainsi Lévi-Strauss compare la pensée mythique à du bri-

colage intellectuel : "comme le bricolage sur le plan technique, la réflexion mythique peut atteindre au plan intellectuel des résultats brillants et imprévus".

Le physicien par contre, se procure le matériel adéquat pour réaliser son projet. Ses expériences ne sont pas effectuées au hasard, il raisonne par induction, il crée des "évènements" jusqu'à ce qu'il obtienne un théorème général.

Pour les média, la situation est semblable. Le journaliste est un peu le laborantin à qui il est demandé (indirectement) de transformer le fait en "évènement", en fonction d'une idéologie établie ou à établir.

Prenons un exemple. L'approvisionnement en énergie préoccupe au plus haut point les milieux scientifiques et politiques. Des projets d'exploitation de types nouveaux d'énergie sont mis au point, notamment ^{pour} l'énergie solaire et la géothermie.

Le projet politique sous-jacent, est celui d'une croissance industrielle forte. L'évènement dans ces conditions, c'est l'inauguration d'une centrale nucléaire, c'est la découverte d'une nappe de pétrole sous la mer du Nord, c'est l'explication par le président de la République de ses objectifs, c'est l'augmentation du prix de l'essence le mois prochain.

Face au problème énergétique, comment se déterminerait une "pensée sauvage", (-et pourquoi pas - une pensée post-industrielle) ? Difficile à dire, mais l'évènement ne serait pas en tout cas subordonné à un projet ; ce pourrait être par exemple la récupération de déchets industriels sans arrière pensée de rentabilité. Autre évènement, inimaginable dans la pensée scientifique : la transformation d'un parking en jardin potager !

Cette forme de pensée existe marginalement et commence à apparaître dans "l'autre presse". Elle reste cependant étrangère aux générations qui depuis 1917 débattent du "choix fondamental" entre capitalisme et socialisme.

En marge de la défense des idéologies, un nouveau journalisme est en train de naître. Un journalisme qui tient peut-être davantage du "bricolage intellectuel", mais qui ouvre des perspectives d'innovations et qui préfigure, nous le croyons, les médias des sociétés post-industrielles. C'est de ce néo-journalisme que nous allons à présent parler.

UN PAS EN AVANT

Aux Etats-Unis, dans les années 60, le "système" a été mis en cause de tous côtés, par les minorités ethniques, les féministes, les écologistes, les consommateurs... Les journalistes rendaient compte du "mouvement", la plupart en respectant les impératifs traditionnels : rapporter objectivement les faits, répondre aux cinq questions.

Mais en observant les marginaux répudier les vieilles valeurs américaines : famille, travail, succès, argent, respectabilité... les reporters étaient exposés à la contamination. Certains se refusèrent à n'être que de "respectueux enregistreurs d'actualité" et déclenchèrent un mouvement ayant pour but d'améliorer l'information. On l'intitula le New Journalism. Grâce à lui, le journalisme américain a fait un pas en avant.

Claude-Jean Bertrand a analysé ce nouveau courant, a tenté de le définir et en a dégagé sept catégories, qui n'ont cependant rien d'hermétique.

1 - LE JOURNALISME CONTRE CULTUREL

C'est la presse "underground" qui a révélée entre 1964 et 1972 une société de jeunes hostiles au "système", hostiles à un régime dont les valeurs étaient véhiculées par les mass média. "On y traitait de drogue, de sexualité et de bien d'autres sujets de "mauvais goût" que les mass média occultaient. Cette presse est morte en grande partie pour avoir été dépouillée de ses origina^lités par la presse commerciale. C'est un peu le même phénomène qui se produit actuellement en France.

2 - LE JOURNALISME ENGAGE

C'est une forme de presse qui nous est sans doute plus familière qu'aux américains. Elle a représenté un progrès incontestable pour s'opposer aux communiqués mensongers des autorités. Mais dans ce domaine, la presse française n'a rien à envier aux média des USA.

3 - LE JOURNALISME D'OPPOSITION

Il se distingue de la forme précédente en ce qu'il ne défend pas une cause. Il attaque par principe. Il ne faut pas l'imaginer comme un journalisme au service des partis politiques. C'est un journalisme qui adopte une attitude systématiquement critique des autorités en place. Ce vieux rêve du quatrième pouvoir, qui nous intéressera plus longuement par la suite, est cependant très loin d'avoir détroné aux USA la presse de collaboration!

4 - LE JOURNALISME D'INTERPRETATION

N'agresser personne, mais donner un sens aux événements, essayer d'en indiquer les causes et les effets possibles, tel se définit le journalisme d'interprétation. Il se distingue assez mal du journalisme d'opinion, mais a l'avantage de relater l'actualité en termes immédiatement compréhensibles par le lecteur moyen.

5 - LE JOURNALISME D'ENQUETE

"L'investigative journalism" ne consiste ni à réfléchir sur l'événement, ni à le refléter. Il ne cherche pas à mettre en doute les

paroles et les intentions des pouvoirs établis. Le journaliste-enquêteur "part explorer une sombre coulisse de la vie économique ou politique, et sans à priori, il l'expose à la lumière". On pense immédiatement à l'affaire du Watergate, élucidée par Robert Woodward et Carl Bernstein, deux journalistes du Washington Post. Mais il existe bon nombre de périodiques, parmi lesquels les plus célèbres sont : le "Texas Observer" et le "San Francisco Bay Guardian" qui publient des enquêtes d'un ton particulièrement incisif. Ce style de journalisme n'est pourtant pas vraiment nouveau puisque le prix Pulitzer récompense depuis plusieurs décennies déjà, des enquêtes jugées les meilleures.

6 - LE JOURNALISME SCIENTIFIQUE

Il pratique, comme le journalisme d'enquête, la fouille mais pas avec les armes du détective privé. Il utilise les méthodes des sciences humaines pour découvrir des réalités sociales peu connues et traduit ses résultats dans une langue compréhensible au commun des mortels. Cette pratique de l'information n'a encore que peu d'émules.

7 - LE VÉRITABLE NÉO-JOURNALISME

Ce que Claude-Jean Bertrand appelle véritable néo-journalisme, ne relève pas des dogmes traditionnels, ni des visées sociologiques du journalisme, mais s'inspire des méthodes du romancier. Généralement les néo-journalistes adoptent un point de vue qui écarte par définition la possibilité d'un récit objectif. Ils utilisent abondamment le dialogue et même le monologue intérieur.

Après une étude balzacienne des hommes, des faits, et du décor, le néo-journaliste présente sa propre vision restructurée de la réalité. On est très loin alors du terne reflet d'un monde chaotique.

Il serait possible, après la présentation des sept formes de néo-journalisme, de débattre à perte de vue pour savoir si ce journalisme est vraiment nouveau. Il semble en fait n'être qu'un renouveau.

Un phénomène retiendra cependant notre attention car il se développera très probablement dans les années à venir en France : Il s'agit du journalisme d'enquête et du journalisme d'opposition tels qu'ils ont été définis précédemment.

CURIEUX QUATRIEME POUVOIR

Certains journalistes se sont donnés pour objectif de s'opposer aux différents pouvoirs. On dit de ceux-là qu'ils détiennent le quatrième pouvoir.

A y regarder de plus près, leur véritable fonction, n'est pas de s'arroger des droits ni de juger tel ou tel acte politique. Ils ne représentent pas la quatrième force avec laquelle l'establishment doit compter. Leur fonction réelle, est plutôt d'être un anti-pouvoir. Ils ont, en autres termes, une fonction critique.

Le fonction critique, représente une utilité évidente dans les médias, mais elle est peu développée, parce qu'elle bouleverse les traditions et qu'elle s'utilise difficilement.

Dans nos sociétés occidentales, la presse remplit trois fonctions : la fonction informationnelle, la fonction idéologique et la fonction polémique. En France, la fonction polémique et idéologique sont les plus anciennes, et ce n'est que depuis l'apparition du journalisme d'agence (qui lui-même est issu de l'industrialisation) que l'information strito sensu a pu s'imposer.

Par cette nouvelle conquête, le journalisme a sans doute acquis ses lettres de noblesse mais avant même que tous les journalistes soient convaincus de la nécessité d'informer, au sens strict, le public, il faut à présent aller plus loin. La fonction critique n'est pas seulement un objectif à atteindre, mais aussi une nécessité pour que la presse écrite se maintienne, se distingue de l'information audio-visuelle, et puisse proposer au public un produit plus original qu'une simple image "neutre".

L'INFORMATION SANS FORMATION

Rapporter objectivement des faits consiste à refléter, en déformant le moins possible, différents aspects de la société. B-a-Ba de la profession. Pourtant mettre un miroir devant un tas de briques, ne signifie pas grand chose! Refléter l'incohérence n'apporte strictement rien.

Toute autre est la démarche qui consiste à expliquer ce qui peut être fait avec ce tas de brique.

Comme l'affirme François Perroux : "le trait le plus frappant des sociétés d'occident, c'est qu'elles informent sans former. Elles procurent des renseignements sans ordre et les répandent dans un milieu où la cohésion des communautés traditionnelles est ébranlée et où l'image de l'homme et la nouvelle forme sociale qui peut ordonner les techniques se dégage avec peine".

Peut-être sera-t-on tenté de rétorquer qu'informer le lecteur en le formant, c'est défendre une idéologie, c'est militer. Bon nombre de journalistes le croient et parmi ceux-ci, les quatre journalistes qui ont bien voulu se prêter à l'interview que nous reproduisons dans la deuxième partie.

Cependant, il est possible de donner au public une formation sans pour cela l'"embrigader". Ce type de formation qu'un journaliste peut apporter, réside dans la critique du pouvoir en général, de tous les pouvoirs en particulier.

Anarchie intellectuelle ? Peut-être, par forcément. Il y a dans la fonction critique tout un potentiel de créativité qui précisément s'oppose à l'incohérence et au chaos. C'est d'une certaine manière un retour à la pensée sauvage.

A LA BASE DE LA CRITIQUE : L'ENQUETE

Avant d'analyser les conditions nécessaires à la mise en place d'une presse critique et d'en observer les répercussions, précisons un peu ce que nous entendons par fonction critique.

Une réflexion critique sur un évènement donné comprend plusieurs éléments qui s'ils paraissent évident, n'en méritent pas moins qu'on les mentionne.

1 - La première étape d'une réflexion critique, consiste à décrypter les sources.

Qui fournit l'information ? Dans la plupart des cas, l'évènement est fourni ou relaté par un responsable politique, administratif syndical... dans le respect de la hiérarchie : n'importe quel agent de police n'est pas habilité à renseigner le "fait-diversier" sur le dernier accident de la route ou sur le meurtre qui a eu lieu récemment. Le porte-parole de l'Elysée n'a sans doute pas tout dit sur la réunion du Conseil des Ministres, Georges Marchais n'a pas fait écho de la discussion particulièrement vive qui a eu lieu au sein du comité central, l'attaché de presse de la SNCF a présenté sous un jour favorable la situation financière la société.

En voulant donner objectivement l'information, on ne fait donc que relater honnêtement un fait qui a subi plus ou moins des transformations.

Marc Paillet a donc raison de dire qu'"aucun pouvoir, dans la meilleure hypothèse, n'est favorisé en particulier, mais tous les pouvoirs sont favorisés en général" parce que le pouvoir, (politique, social, économique...) détient l'information.

De même, Bernard VOYENNE explique qu'"il y a entre le monde de la politique et celui de la presse des interpénétrations constantes qui les rendent consciemment ou non, solidaires dans la défense ou tout au moins le maintien de l'ordre établi". Pour éviter ce travers, il est indispensable d'aller plus loin et de faire ce que les américains appellent le "muckraking" (fouille de la vase).

2 - La seconde étape consiste donc à enquêter, à confronter les témoignages. Il ne s'agit pas, dans un article, de juxtaposer des témoignages opposés. Dans le cas d'un conflit au sein d'une entreprise, vouloir faire bonne mesure en accordant autant de lignes à la déclaration du syndicat qu'à celle du patronat ne peut être considérée comme une démarche critique.

Il est préférable d'accepter le risque d'une erreur de jugement que de laisser le lecteur perplexe.

L'enquête n'est pas un genre facile à exercer, surtout dans un pays où les secrets sont conservés jalousement, comme s'il y avait toujours quelque scandale à éviter. Mais l'enquête fournit à coup sûr des résultats intéressants voire surprenants parce qu'elle contourne le discours officiel et permet de démystifier les pouvoirs.

L'enquête, avant d'aboutir, peut nécessiter beaucoup de temps de réflexion, et par la même, elle se distingue du scoop qui se réduit à une affirmation éphémère^{er} de valeur émotive.

Enfin, l'enquête ne porte pas généralement sur des événements qui ont faits la "une" des journaux. Elle touche davantage aux faits qui peuvent sembler insignifiants et qui pourtant portent en germe des bouleversements. Comme le dit un néo-journaliste américain, le vrai rôle de la presse est de signaler la présence de virus et non de faire le reportage des enterrements.

Contourner
le discours officiel



3 - Arrivé à la conclusion de l'enquête, reste alors la dernière étape, la mise en forme. Un article long doit être simple et clair. Et si le dicton "faites emmerdant" peut convenir à un journaliste qui s'adresse à un public d'universitaires ; pour un public plus large, il vaut mieux cet aphorisme "pour être vrai, il faut être simple".

Ajoutons que le lecteur n'est pas seulement un consommateur d'articles, d'idées c'est aussi un juge. Il juge sur la forme en allant jusqu'au bout ou en s'arrêtant au milieu mais il juge aussi le fond. La qualité de l'information dépend en partie de lui, la mise en place d'une presse critique ne peut se faire sans son accord.

LE CRITIQUEUR CRITIQUÉ

Les journalistes ne supportent pas seul la responsabilité de la timidité de leur articles. Jean-Pierre Elkabach, qui ne passe pas pour un extrémiste, dans une de ses émissions "carte sur table" "était reçu par" le maréchal Bokassa avant son couronnement impérial. Au cours de l'interview, le rédacteur en chef pose quelques questions sur les droits de l'homme en république Centrafricaine, sur la liberté, sur les dépenses de prestige. Dans les jours qui ont suivis l'émission, Jean-Pierre Elkabach a reçu plusieurs dizaines de lettres de protestation : de quel droit usait ce "petit" journaliste pour poser des questions si "indiscrètes" à un homme d'Etat ?

Cet exemple pris parmi d'autres montre que la forme des articles ne dépend pas en premier lieu des informateurs mais de leur public. Il est inutile d'imaginer des journalistes-héroïques bravant le public pour lui ouvrir le chemin de la vérité.

Comme le souligne Violette Morin : "les informateurs et les informés arrivent paradoxalement à s'identifier entre eux par leur commune coexistence au monde et leur commune revendication à être tout le monde. Les informateurs et les informés se nivellent osmotiquement".

Les lecteurs, les téléspectateurs par leurs réactions informent en retour (feed-back) leurs informateurs. C'est ainsi qu'une "société cherche et trouve un équilibre stable à l'abri des ruptures" (Yvan Simonis).

Pour arriver à ce qu'informateurs et informés soient d'accord sur la nécessité de critiquer, les pouvoirs peut-être faudrait-il encore attendre que les organes de presse acceptent de changer leur doctrine et "de passer d'un journalisme tribunicien à un journalisme relationnel" (René Pucheu.)

En d'autres termes les journalistes devront abandonner ce qui leur reste de "quatrième pouvoir" et ouvrir leur colonnes à leurs lecteurs plus largement qu'il ne le font pour arriver à ce que leur journal ne soit plus "une parole mais un lieu de parole".

La notion de public deviendra alors celle de communauté d'usagers (Paul Thibaud).

QUELQUES CONSEQUENCES

"Il n'y a pas actuellement de science des effets dangereux des mass media, voire des effets en général" (André Glucksmann). Chercher quelles pourraient être les conséquences d'un journalisme critique sur la société n'est pas simple. René Pucheu estime qu'un tel journalisme "fortifie la technocratie plus qu'il ne permet de la dépasser" (Esprit-oct. 77). Il considère en effet que critiquer une décision, un projet, revient à rivaliser avec les experts. J.G. Padioleau exprime des idées semblables. Dans ce qu'il appelle "journalisme d'expertise critique" il constate que les journalistes sont spécialisés dans un secteur (l'exemple qu'il analyse est celui de l'enseignement) où ils peuvent rivaliser de compétence avec les experts du pouvoir ou ceux des contre-pouvoirs (syndicats...). Ces journalistes tendent donc à s'intégrer ~~au groupe des experts et à écrire en fonction des normes de ce~~ groupe.

Il est incontestable que pour exprimer une critique, un minimum de compétence est nécessaire. De là à conclure que la critique renforce la technocratie, il y a une marge à ne pas dépasser. Car justement la fonction critique vise à atténuer l'impact des pouvoirs et non pas à les fortifier. Critiquer un projet, ce n'est pas dire : "ce projet est stupide pour telle ou telle raison, il aurait mieux valu concevoir tel autre projet" ; critiquer c'est essayer de déterminer toutes les raisons qui ont conduit à l'adoption du projet. Le simple fait d'évoquer tous les facteurs de décision qui entrent en jeu constitue, sinon une démarche redoutable, au moins un moyen de contrôle et de démystification de la technocratie.

Avec le développement de la critique ce n'est donc pas un renforcement de la technocratie qu'il faut s'attendre.

Parmi les autres effets des messages critiques, on peut très bien imaginer un renforcement de la censure. Non pas de cette censure clairement affichée, voyante, qui peut mener jusqu'aux autodafés mais de cette censure qui octroie à certains le privilège de maintenir les autres dans l'ignorance et l'impuissance.

On connaît en France une situation de politique du secret, la forme la plus discrète mais aussi la plus pernicieuse de la censure, alors même que la majorité des journalistes conserve un très grand respect pour les Autorités. Qu'en sera-t-il si les journalistes bousculent un peu plus l'ordre établi ?

"Dans le fait de censure, comme l'explique Jean-Paul Valabrèga (communication n° 9) tout le monde est coupable, à l'exception bien entendu du censeur. Tout le monde est considéré comme un complice en puissance. Chacun est un receleur. La censure s'adresse à une culpabilité latente". Par conséquent pour combattre la politique du secret, il est au préalable nécessaire de se déculpabiliser : pourquoi serions-nous coupables de vouloir informer ? pourquoi serions-nous coupables de vouloir nous informer ? Cette constatation pourra faire sourire, mais combien de journalistes ont oublié qu'ils effectuaient un métier peu considéré dans la société.

Somme toute, il n'est pas possible de considérer le développement d'un journalisme critique sans évoquer le bouleversement des mentalités.

Mais plutôt que de théoriser plus longtemps sur ce que va être, sur ce que pourrait être la presse post-industrielle, il

est préférable de descendre sur le terrain et de demander à des professionnels ce qu'ils pensent de la fonction critique et comment ils conçoivent leur métier.

**

**DE LA THEORIE
A LA PRATIQUE...
QUATRE JOURNALISTES PARLENT
DE LEUR METIER.**

Pour savoir comment des journalistes politiques conçoivent leur profession, comment ils l'exercent, quatre interviews ont été réalisés, une pour chaque quotidien de la région du Nord.

Nous remercions Claude Bogaert, Jacques Estager, Philippe Laidebeur et Georges Sueur, d'avoir accepté de consacrer un peu de leur temps pour parler d'eux-mêmes.

Ces quatre journalistes s'occupent plus particulièrement de politique au niveau régional, mais leurs cheminements sont très divers.

QUI SONT-ILS ?

Claude BOGAERT est entré dans un journal en 1953, juste après la fin de ses études secondaires. Il est devenu rédacteur politique un peu par hasard, en remplaçant un collègue longuement hospitalisé.

Ses opinions politiques étaient déjà affirmées dès l'âge de vingt ans, mais il ne se sentait pas pour autant attiré par la politique, ni même par le militantisme.

"A présent, affirme-t-il, je suis ce que l'on appelle un grand reporter entre guillemets. Je couvre la rubrique régionale donc ça peut m'amener à couvrir n'importe quel évènement, depuis une catastrophe ferrovière, jusqu'à des assemblées du Conseil Régional. Cela rejoint la rédaction politique. Ce n'est pas vraiment cela".

Claude Bogaert travaille à Nord-Matin.

Jacques ESTAGER est un journaliste de la Libération.

Pendant l'occupation, il a adhéré au parti communiste clandestin et s'est plus particulièrement chargé des problèmes de presse, tout en occupant un poste d'enseignant à Douai.

En 1945, il est entré dans un nouveau journal : Nord-Libre. Après le reflux de la presse de la Libération en 1951-52, il est resté journaliste "par goût, parce que je trouvais cela extrêmement vivant, assez proche peut-être du métier d'enseignant mais infiniment plus vivant, plus passionnant et plus passionné".

"Mon cheminement a été inverse de certains qui auraient pu découvrir la politique à travers le journalisme. J'ai découvert le journalisme à travers la politique".

Philippe LAIDEBEUR a suivi une voie plus conventionnelle. Il préparait un brevet commercial en vue d'entrer dans une école de commerce, mais sans être motivé. Il a rencontré un journaliste, Denis Huguenin "et puis on a parlé de ce métier là ; je n'y avait jamais pensé et puis je me suis dit après tout..." Il fait l'Ecole de Journalisme de Lille et entre à la Voix du Nord pour faire du secrétariat d'édition, sans vraiment y prendre goût. Il demande d'aller en locale à Roubaix, puis au bout d'un an, souhaite revenir sur Lille et un jour, "il y avait ce boulot à prendre, je me suis dit que c'était certainement passionnant : on m'a essayé et puis ça a marché et effectivement c'est passionnant".

"On est un peu au coeur des problèmes, surtout en faisant à la fois le social et le politique qui sont très liés".

"En faisant le social, on est à la base, on a un peu les réactions des syndicats, on voit un peu sur le tas, on parle un peu avec tout le monde et en faisant de la politique on est au contraire au niveau des gens qui décident".

Georges SUEUR est devenu journaliste à la libération tout comme J. Estager. Il n'a fait ni école de journalisme, ni université et a commencé à travailler assez jeune.

Ses premiers travaux ont consisté à photographier les sapeurs pompiers, les fêtes de jardiniers... En gravissant les échelons, il est devenu chef de la locale de Nord-Eclair à Lille.

Tenté par la politique au début de sa carrière, il a conservé le "virus dans le sang".

Depuis la libération, avoue-t-il, "je n'ai pas manqué une seule nuit d'élection : que ce soit cantonale, sénatoriale, municipale, par référendum, législatives, présidentielles, il n'y a pas une nuit d'élection que je n'ai vécu comme journaliste".

Les présentations étant faites, nous allons essayer au fil des interviews, non pas de critiquer la manière dont nos interlocuteurs conçoivent leur métier, mais tenter de dégager la logique des différents points de vue.

*** Pour faciliter la lecture, les questions ont été posées en terme semblables à chaque journaliste, même lorsqu'elles sont venues dans le désordre au cours de la conversation.

QUESTION I

COMMENT DEFINISSEZ-VOUS VOTRE FONCTION DANS LE JOURNALISME ?

G. SUEUR

La seule plate-forme vraiment fondamentale pour le journaliste, c'est l'information.

Q - C'est le seul rôle du journaliste ?

Non, mais ça me fait toujours frémir quand on dit que le journalisme doit former, doit éduquer les gens, qu'il a une mission. Alors là, ça me fait bondir. Au nom de quoi ? Pourquoi les gens qui font du journalisme, même ceux qui font l'école, auraient ce charisme d'enseigner les autres, de porter la vérité aux autres etc.

Ou alors, il faut annoncer la couleur et dire très clairement : moi je suis de telle philosophie, tout ce que j'exprime, je l'exprime dans ce sens.

Mais en dehors de ça, il faut croire que la vérité, l'évènement lui-même, est formateur. Je ne vais pas dire que la vérité est révolutionnaire, mais je crois que l'essentiel, c'est quand même une bonne information. Ce que je déplore chez beaucoup de journalistes maintenant, c'est de vouloir passer leurs salades avant les évènements. Mais pas seulement pour la politique ; prenez les spectacles... Des journalistes vont à un spectacle : avant de partir, ce sera "con" parce qu'on sait que ce sera du style opérette ou du style un peu vieux ou que ce sera un film un peu trop conformiste. Ça en devient grotesque.

Où alors, on annonce la couleur en disant je suis un journaliste politique et donc j'emmène les gens dans un certain sens, ou alors on dit qu'on est un journal d'information et on fait de l'information. Mais ceci à la limite, c'est très difficile et quasiment impossible.

Je crois qu'au bout du compte un journaliste pèse toujours sur ses lecteurs et c'est parce qu'on pèse sur les lecteurs qu'on devrait peut-être faire plus attention qu'on ne le fait.

Q - Les lecteurs pèsent sur vous aussi ?

Les lecteurs pèsent bien sûr. Ce qui compte dans un journal, c'est son service de vente. Si les journaux évoluent si lentement, c'est parce qu'on se dit : si on évolue dans tel sens, on risque de perdre ses clients.

(...) Moi je crois pas au journaliste qui n'"est pas politisé". Il y en a qui disent qu'ils ne le sont pas, il y en a qui ont peur d'avouer cela comme un crime. Je ne vois pas pourquoi un journaliste n'aurait pas une opinion et je ne vois pas pourquoi il la cacherait.

J. ESTAGER

Nous sommes journalistes et politiques, journalistes et politiques à la fois, alors qu'ailleurs vous pouvez trouver des journalistes qui ne sont pas politiques. J'ajouterai qu'ici tout le monde l'est. Dans un journal du même type que le nôtre, quelle que soit la

fonction qu'occupe un rédacteur, il a une fonction politique qu'il soit à la locale, qu'il soit à la rubrique culturelle où n'importe où.

P. LAIDEBEUR

Q - Comment vous définissez votre rôle de journaliste ?

Le rôle du journaliste c'est avant tout de donner les informations surtout dans un journal comme le nôtre qui se veut être un journal de grande information. Des gens le critiquent en le qualifiant de majoritaire, mais ça n'empêche que le rôle qu'on essaie d'assumer au maximum c'est avant tout l'information.

L'information, ça signifie ne rien cacher au lecteur, ne pas prendre une position combative par rapport à un parti mais exposer le plus clairement possible, le plus honnêtement possible ses vues. C'est ce qu'on essaie de faire que ce soit de la part du parti communiste ou du R.P.R. Pour le reste nous ne sommes pas un journal d'opinion, donc c'est pas notre problème.

Il nous arrive parfois de prendre des positions plus personnelles, mais en fonction de ce qu'on sait, d'arriver à prendre des positions critiques. Mais c'est plutôt sur un vote dans une assemblée comme à la communauté urbaine, au conseil régional ou sur la vie des élus. Il y a des choses qui sont cohérentes, d'autres qui ne le sont pas. On peut être amené à souligner les choses plus ou moins.

Quand un parti politique fait une conférence de presse et dit : nous, on pense ceci, nous on pense cela, on n'a pas dans un journal comme le nôtre à dire, "le parti communiste est un parti pourri".

Le problème c'est de dire voilà les positions du parti communiste, à côté voilà les positions du R.P.R., éventuellement aller jusqu'à

dire que le R.P.R. traite le parti communiste de pourri et inversement. On transmet toujours une information ; on n'invente pas nous-même.

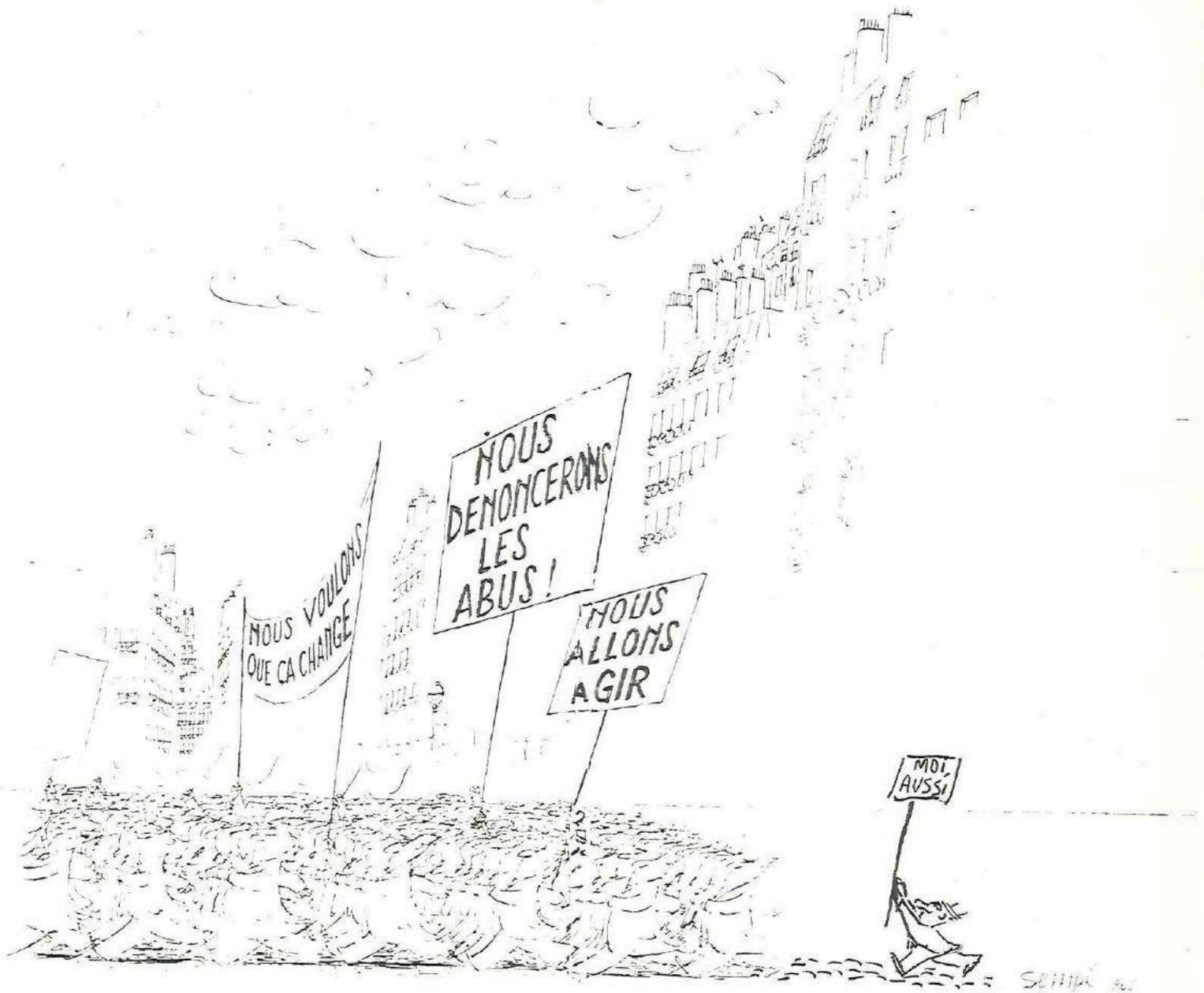
C'est ambigu parce que on est forcé de s'engager personnellement, il n'y a pas d'objectivité parfaite. Mais tout ça reste dans une perspective d'information avant tout, d'objectivité entre guillemets puisque l'objectivité est très subjective.

* * * * *

La réponse donnée par Claude Bogaert a consisté en une définition du "grand reporter" et ne peut être utilisée comme explication du rôle du journaliste.

Au travers des trois autres réponses, nous voyons apparaître l'ambiguïté du journalisme politique, du journalisme et de la politique. Cette ambiguïté est résolue par Jacques Estager (Liberté) pour qui l'information n'est pas l'évènement mais l'analyse portée sur l'évènement.

Par contre, Philippe Laidebeur (Voix du Nord) et Georges Sueur (Nord Eclair) pensent que l'évènement lui-même est "formateur". Ne rien cacher au lecteur est une devise. L'information est le seul véritable objectif, "la seule plate-forme vraiment fondamentale". Mais dans l'interview apparaît à un moment une autre réalité : "Je crois qu'au bout du compte, un journaliste pèse toujours sur ses lecteurs". - "On est forcé de s'engager personnellement".



"On est forcé de s'engager personnellement"

Tel est bien le malaise du journalisme commercial : Informer sans choquer, pour vendre à un public le plus large possible. Un malaise mais aussi une confusion : dès que l'on quitte le domaine de l'évènement, dès que l'on a répondu aux six questions : "QUI, QUOI, QUAND, COMMENT, OU, POURQUOI" on entre dans le domaine

interdit de l'idéologie. La frontière entre l'évènement et l'idéologie ne peut être franchie.

La définition de l'évènementiel étant précise, le journaliste est conduit à rejeter la critique dans le domaine de l'idéologie. Or nous savons que critique et idéologie se distinguent assez nettement.

Une réflexion de Philippe Laidebeur est à ce titre assez significative : "On essaie de nous faire jouer un rôle, alors il y a des journalistes qui essaient de jouer un rôle plus consciemment, d'autres qui sont manipulés. On est au coeur des pressions, on est presque fatalement manipulés. Parfois on s'en rend compte, parfois on s'en rend moins facilement compte ou avec trois jours de retard. Mais personnellement quand je m'aperçois qu'une information est destinée à me manipuler pour faire pression sur quelqu'un d'autre, c'est plus une information à ce moment là. Ce n'est pas notre rôle d'être utilisé pour changer les choses".

Le fait d'être au "coeur des pressions" implique donc pour ce journaliste la plus grande circonspection vis-à-vis de l'idéologie. Là encore, apparaît la dichotomie information-idéologie, honnêteté-manipulation, et la critique ("pour changer les choses") est englobée avec l'idéologie, "ce n'est pas notre rôle".

QUESTION II

DE QUOI DEPEND LA QUALITE DE VOS CONTACTS AVEC LES HOMMES POLITIQUES

G. SUEUR

Dans la mesure où on peut le faire, il faut rester soi-même. Ségard m'a dit un jour : "vous êtes mon plus fidèle ennemi et mon plus lucide ami". J'avais parié avec lui six mois avant les élections qu'il serait battu d'au moins 5 000 voix. Quinze jours avant le premier tour, il m'a dit : "vous savez, je commence à avoir l'espoir". Je lui ai dit : "heureusement, si vous n'aviez pas confiance, qui l'aurait".

On connaît bien les forces au bout d'un certain temps dans une ville. Je ne vois pas pourquoi je ferais le cinéma auprès de Ségard en disant : "M. Ségard, vous avez des chances..."

(...) Avec le parti communiste, j'ai eu des coups très durs. On m'a même fait une lettre ouverte du Comité Fédéral ce qui est très rare. Je me suis engueulé comme un chiffonnier et finalement, on est très bien.

Il y a deux, trois mois, à sa conférence de presse, Hannart me dit : "Bien alors, vous ne dites rien ?". "Non, je n'ai rien à dire, car de toute manière, ça ne vous fera pas plaisir". "Si, quand même". "M. Hannart, vous n'êtes pas sérieux, vous venez nous expliquer que le P.S. ne vaut pas un clou et vous concluez en

disant : il faut faire alliance avec le P.S. Ces gens, s'ils vous ont trahi hier, ils vont vous trahir demain. C'est du cinéma!" Alors, il s'est mis en rage.

Je crois qu'il faut rester soi-même. Vous ne ferez jamais croire à un homme politique qu'un journaliste qui s'occupe de ces affaires là, n'a pas des idées. Enfin un minimum d'idées...

P. LAIDEBEUR

La qualité de nos contacts avec les hommes politiques dépend de leur caractère et puis du nôtre. Généralement, il n'y a pas de problèmes parce qu'ils ont besoin de nous. Même s'ils ne peuvent pas piffer par exemple les représentants de la presse bourgeoise, ils ne le montrent pas parce qu'ils savent qu'ils en ont besoin. Nous avons des relations très sympatiques avec les élus communistes et la C.G.T., bien que je sois de la Voix du Nord et que la Voix du Nord soit considérée comme la presse bourgeoise. Puis ce sont des hommes publics qui ont l'habitude du contact, du dialogue, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition. Cela ne veut pas dire que le contact soit toujours très clair, il y a parfois des sous-entendus, il y a parfois des petites animosités.

C. BOGEART

On a des contacts étroits aussi bien avec les gens de la majorité que les gens de l'opposition, certainement davantage avec les gens

de l'opposition, du moins ici.

Q - La qualité de vos contacts ne dépend pas de vos opinions ?

Absolument pas, il y a un journal qui se montre extrêmement critique dans la région, c'est Liberté. Je pense à un confrère Kerros quoiqu'il ne se prive certainement pas de les critiquer, il est tout aussi bien vu par des gens de la majorité que des gens de l'opposition.

Le contact tient surtout à la qualité du personnage que le politicien a en face de lui, et puis il y a un certain nombre d'affinités qui existent. On ne se prive certainement pas de le critiquer à l'occasion.

Q - Cela ne vous gêne pas de retrouver après, ce même homme politique ?

Non, on ne nous fait jamais reproche de ce qu'on a écrit ou alors on nous critique, ou alors on nous le dit parce que la personne qu'on a critiqué ne partageait pas les opinions que l'on a émises. Cela reste quand même toujours très courtois. Il est très rare qu'on voit un homme politique éclater d'une grosse colère, cela arrive mais ça ne dure pas de toute façon.

J. ESTAGER

Q - Est-ce que le fait d'être politique ne pose pas des problèmes. Par exemple pour rencontrer des hommes politiques de la majorité. Je suppose que vous avez fait des interviews,

que vous avez eu des contacts avec des hommes politiques qui n'étaient pas de votre bord ?

Non cela ne pose pas de problèmes particuliers. Nous avons quand même une conception ouverte de l'information. Je ne dis pas qu'on n'a pas eu des périodes où ... Enfin, nous avons actuellement une conception très ouverte de l'information.

Q - La difficulté peut venir de l'interlocuteur qui peut rester sur ses gardes ?

Non, je ne crois pas, ça arrive mais pas tellement de la part des milieux officiels. Nous sommes reçus comme toute la presse par tous les hommes politiques, conférences de presse etc. Bien entendu, on n'en rend pas compte de la même façon pour deux raisons.

La première : notre rôle essentiel est de valoriser notre opinion sur les événements. Alors, il est clair que nous consacrons beaucoup plus de place à l'exposé de notre politique ou nos analyses sur les événements quels qu'ils soient, que sur les analyses des autres. C'est clair.

Ceci étant, à un moment donné, il y a eu une faiblesse de notre presse que nous avons constaté : nous manquions d'information politique sur les autres secteurs de l'opinion que le nôtre. Nous sommes en train de corriger cela. Il faut que nos lecteurs sachent très exactement ce que pensent les autres de tel ou tel problème.

De toute évidence les rapports entre presse et pouvoir politique sont très "sympatiques". Les journalistes ont besoin des hommes

politiques et vice versa. Les heurts, les pointes d'animosité ne peuvent être que temporaires. Mais le rapport de force n'est pas en faveur du journaliste, parce qu'un journaliste qui veut "bouder" un responsable politique, est bloqué par ses confrères qui donnent les informations que lui ne veut pas fournir dans son journal.

La situation est différente dans les zones où il existe un monopole de presse. Ainsi, lorsque André Diligent (l'un des dirigeants du C.D.S.) s'est présenté dans la circonscription d'Hazebrouck, comme candidat aux élections législatives, il a été victime d'une violente campagne de la part d'un journaliste de la Voix du Nord, qui avait des comptes à régler. Finalement, André Diligent a cédé et s'est présenté dans une autre circonscription : le monopole de la Voix du Nord dans ce secteur a démontré toute son efficacité.



— Il ne sait pas encore que j'ai considérablement réduit son rôle.

le journaliste est parfois un metteur en scène ... sans scrupule.

Mais il s'agit là plutôt d'exceptions en France. Généralement, outre des raisons de concurrence qui atténuent les moyens de pression dont dispose le journaliste, existe un très grand respect, voire une soumission vis à vis de l'homme politique. (Georges Sueur est plutôt une exception à ce niveau.)

Ce respect excessif se constate surtout dans la presse audiovisuelle où il n'est pas rare de voir un journaliste rabroué lorsque des questions trop pertinentes sont posées.

L'abolition des privilèges du 4 août 1789, n'est pas encore entrée dans les moeurs.

QUESTION III

EST-CE QU'IL EST NECESSAIRE POUR UN JOURNALISTE DE TAIRE CERTAINS FAITS POUR NE PAS GRILLER SES SOURCES ?

G. SUEUR

C'est là qu'on peut peser très fort sans du tout faire de polémique. Un exemple tout à fait récent : Ségard a toujours une position impersonnelle, c'est-à-dire ni plus Giscard que Chirac que majorité. Il est près des centristes, il n'a jamais voulu trop se lier les mains dans la majorité, ni au R.P.R., ni chez les giscardiens enfin, il est ministre de Giscard, il est très personnel au bout du compte. Le R.P.R. ici avait la circonscription, c'est Ortoli qui l'a passée à Ségard, donc le R.P.R. avait le siège quand Ségard est arrivé. Le suppléant était Valbrun qui a remplacé Ségard au parlement. Ségard a maintenant pris ses distances vis-à-vis du R.P.R. Ça a été la bagarre, le R.P.R. voulait absolument un suppléant qui soit R.P.R. On a décidé que c'était Ségard et Vernier, je l'ai annoncé, cela a suscité toutes sortes de réactions, notamment à Lambersart, Delfosse a déclenché tout un mouvement de protestations qui ont fait que c'est Delfosse qui est suppléant.

Alors comme ça, on peut peser par l'information tout court. De toute façon, je trouve que l'on doit le dire, il n'y a aucune raison.

Cela m'est arrivé pour Augustin Laurent. Il avait été réélu maire de Lille en 1971 et après il devait laisser la place à Mauroy. Il avait décidé de le faire pour la fin de l'année. Je l'ai annoncé, ça a fait toute une histoire. Il a retardé : sa démission à cause de cela. Mais c'était vrai. On croit

toujours qu'il y a de gros mystères, il n'y en a pas tellement. Il y a le fait que pour être bien tuyauté, il faut connaître énormément les gens. Il n'y a pas une ville du Nord et du Pas-de-Calais où je n'ai pas quelqu'un qui va me renseigner. Tous les maires, je les connais, tous les leaders politiques qu'ils soient de droite ou de gauche. A partir de là, on a des éléments d'informations et il y a toujours un raisonnement simple que l'on peut se faire. Avant d'aller chercher quelque chose, on met sur la table les atouts dont les gens disposent et c'est bien rare qu'on n'arrive pas à trouver nous-même la solution. Dans l'histoire de la fusion de Lille et d'Helle^mmès, il y a des gens qui font des protestations. Quand vous analysez vous-même tout cela, avant de savoir ce qui va se faire ou pas, vous arrivez à dégager la solution. Quand on connaît bien le terrain, on sait bien que les mouvements de protestations sont faits par M. Tartampion. M. Tartampion représente quoi ? Il va mobiliser qui ? presque personne, donc il peut crier...

P. LAIDEBEUR

De taire certains faits, non, il nous arrive de donner les faits sans donner les sources. J'ai jamais eu de problèmes à ce niveau là. J'ai eu des informations un peu confidentielles que j'ai données sans dire d'où elle venaient. Ça peut arriver. Mais taire certains faits, ce n'est pas un problème. Il nous arrive de taire la source parce que le gars qui nous a filé l'information a pris des risques personnels et on lui garantit son anonymat.

Q - Si c'est une source politique ?

P. LAIDEBEUR

En matière politique, il n'y a pas de problèmes de cet ordre, parce que les partis politiques ont des choses à dire ou à cacher. Ils les disent ou ils les cachent.

C. BOGAERT

Ça m'est arrivé, mais rarement. Ça doit jouer dans une presse d'information, c'est possible. Nous, cela nous est arrivé au moment de l'O.A.S., nous avons soulevés des campagnes retentissantes, nous n'avons jamais révélé nos sources. Cela aurait d'ailleurs mis fin aux informations que nous avons effectivement.

J. ESTAGER

En fait, on peut conserver sous le coude quelque chose, en attendant que l'information soit mûre. C'est fréquent dans la rubrique des faits divers. Le fait diversier, lorsqu'il est bien avec les flics, les flics le renseignent et puis lui disent : "Bon, écoute, laisse tomber tant que le gars n'est pas arrêté". Il y a aussi une bonne partie de la presse qui a joué le jeu, quand il y a eu des enlèvements d'enfants par exemple.

J'ai eu aussi, quelquefois des informations par des hommes politiques, qui m'ont demandé : "attends quelques jours pour la donner, pour telle ou telle raison", et puis j'ai joué le jeu.

Cette partie de l'interview, au moins pour Jacques Estager et Georges Sueur, révèle une pratique utile pour développer la critique : l'enquête .

Le rédacteur de Nord-Eclair le précise : "pour être bien tuyauté, il faut connaître énormément les gens".

Plusieurs sources réunies facilitent le raisonnement et même sans avoir l'information recherchée, "c'est bien rare qu'on arrive pas à trouver nous-même la solution".

Trop souvent hélas, et pas toujours pour une question de rapidité, il ne ressort des articles que l'explication ou la déclaration de M. Untel. Certes, la vérité finit toujours par se savoir, mais distillée dans un flot de banalités, elle perd de sa force. Comme le souligne Jean Rostand : "la vérité n'arrive d'ordinaire au grand nombre lorsqu'elle a cessé d'être vraie".

La presse régionale de "grande information" a trop souvent encore ce défaut de croire que tout ce qui se situe hors du champ du compte rendu, de la nouvelle officielle, de la prise de position d'un responsable, relève de ce que l'on pense et non de l'objectivité. Cette manière de concevoir le journalisme coupe court, bien souvent, à toute investigation en profondeur.

Le journaliste ne porte pas seul la responsabilité des informations incomplètes. Un trait caractéristique de l'administration à laquelle a souvent affaire le journaliste, consiste à ne communiquer l'information qu'avec parcimonie. La raison en est souvent inconnue et le secret professionnel ne suffit

pas à tout expliquer. Claude Bogaert, en fournit un bon exemple :
"Quand la mairie de Lille a ouvert une agence de relations publiques, on a décrété que tous les renseignements seraient fournis par l'agence. Une consœur, était en train de rédiger un papier sur les bistrots de Lille. En cours de rédaction, elle se rend compte qu'elle ne sait pas combien il y a de bistrots. Elle prend le téléphone et demande au service qui s'occupe des patentes si on peut la renseigner. - Non répond le fonctionnaire, je ne peux pas vous répondre, c'est le service des relations publiques qui s'occupe des renseignements. Vous pouvez écrire une lettre, on vous répondra dans les quinze jours -. En définitive, le papier est parti le lendemain avec "de très nombreux bistrots".

Quand on connaît l'importance de l'administration comme source d'information, y compris dans le domaine politique, on devine aisément, avec l'exemple qui précède, qu'un journaliste doit être particulièrement bien armé de patience et de ténacité.

QUESTION IV

A VOTRE AVIS, LE FAIT D'ETRE A UN PARTI REND-IL PLUS FACILE OU PLUS DIFFICILE LA MANIERE D'OBTENIR DES INFORMATIONS

J. ESTAGER

Cela dépend du genre d'informations. Notre journal a une fonction de critique, disons de critique sociale et à ce titre, nous recevons beaucoup d'informations et peut-être beaucoup plus que d'autres. Parce que s'il y a une injustice à dénoncer, le journal le fera. D'autres ne le feront pas parce qu'ils sont prisonniers de considérations commerciales, qui les empêchent d'aller trop loin dans le sens de la critique sociale.

Q - Le rôle idéologique et critique se rejoignent un peu ?

Oui, mais je précise que c'est surtout au niveau de la critique sociale, critique de société. Par exemple, des types écrivent sur les conditions de travail dans une mine ou alors sur des actes d'arbitraires, des types qui demandent que l'on prenne leur défense. Alors, se glisse dans tout cela des histoires particulières mais en dehors des cas de voisins qui voudraient assouvir une vengeance personnelle, ce que nous recevons est assez intéressant.

Ce sont des problèmes sociaux qui sont posés directement par des groupes sociaux qui écrivent en dehors même du canal des syndicats ou de notre parti... Je crois qu'ils s'adressent à nous parce que nous avons justement, une fonction très critique dans cette société. Nous en avons conscience.

Q - Le fait d'être un journal politique accentue les critiques, mais est-ce qu'en sens inverse cela ne sert pas à gommer certaines critiques, à les atténuer ?

J. ESTAGER

Lesquelles par exemple ?

Q - Disons des informations qui concernent le parti communiste. Je suppose qu'il est difficile de critiquer le P.C., d'exprimer les désaccords qui existent au sein du P.C. ?

Nous n'exposons pas les discussions internes qui peuvent avoir lieu, quoique les discussions internes ne sont pas de même nature que celles qui se passent dans d'autres partis. On a souvent une vue un peu fautive de ce qui se passe au P.C. D'abord on pense qu'il n'y a pas de discussions. Il y a des discussions internes très vives, ce n'est pas un parti qui attend que Marchais parle pour savoir ce qu'il faut dire. Ça a existé à une époque, il y a longtemps. Maintenant, c'est un parti tout à fait nouveau. Mais la discussion n'a pas pour objet une sorte de cristallisation des tendances. Ce fameux problème des tendances n'existe pas chez nous. Quand la discussion est achevée, il y a une décision qui est prise, chacun garde son opinion. Il y en a qui disent "moi, je persiste à penser que j'avais raison". L'avenir ou l'histoire ne départage pas, ne cristallise pas. Il y a une politique qui a été ratifiée ou une position qui a été prise sur ce sujet ; c'est celle-là qui est exprimée, y compris par ceux qui ne sont pas d'accord. On dit qu'il y a un manque de démocratie, nous ne le croyons pas, cela n'étouffe pas la discussion interne. En regard de cela, ça lui donne une force et une efficacité consi-

dérable. Il n'y a qu'une politique, il n'y en a pas trente-six. C'est pas comme ces partis qui en effichent trois en même temps par le jeu de tendances.

A partir de là, notre presse expose et juge des événements, elle commente, elle informe, elle analyse à partir des positions politiques fondamentales.

Il y a un risque de monotonie que nous devons chercher à pallier de différentes façons. Par exemple, un journal comme le "Monde" véhicule une idéologie assez précise mais il a un grand nombre de tribunes libres et celui qui lit le "Monde" a l'impression de se forger lui-même son opinion à travers ce qu'il lit. Nous nous n'avons pas de tribune libre, une tribune libre est assez incompatible avec les fonctions de journal de parti. Nous sommes en train de réfléchir sur cet aspect de notre presse parce qu'elle peut devenir une sorte de catéchisme, il y a des risques.

Depuis cette année, l'Humanité a fait de gros efforts pour sortir de ce piège qui nous guette en permanence. Jusqu'à ces dernières années, notre presse était une presse de commentaires mais n'informait pas sur l'évènement qu'elle commentait de façon précise. Il nous arrivait de répondre à Barre, voire Mitterand mais sans les citer. Maintenant, nous faisons de gros efforts pour mieux respecter l'information et séparer le commentaire.

Il y a d'autres efforts à faire : comment avoir une presse plus vivante, moins didactique, moins le ton catéchisme sans pour cela l'ouvrir à d'autres. C'est très difficile pour une presse comme la nôtre parce que nous ne sommes pas seulement une presse d'opinion mais nous sommes une presse de parti.

d'autre part, il est évident que ce que nous écrivons engage le P.C. Nous engageons le P.C. tous les matins ici.

(...) Il fut un temps, on se croyait obligé de tout commenter comme si le lecteur n'était pas capable de se faire une opinion lui-même. Tous les articles se terminaient par la même conclusion : "Grace au P. C... etc". Nous réagissons assez fortement contre cela, maintenant, mais ce n'est que le début. La presse est en train de se transformer, j'espère qu'on ira assez loin.

C. BOGAERT

Oui, plus facile au niveau du parti en question. A partir du moment où vous affichez clairement la couleur, la personne que vous avez trouvé, sait à qui elle a affaire.

Q - L'appartenance à un parti peut servir à accentuer ou gommer certaines critiques ?

Oui, bien sûr... (silence)

Q - Vous le sentez dans votre journal ?

C'est évident, on ne demande pas d'être au parti socialiste pour travailler à Nord-Matin, cela n'a jamais été demandé à personne. Mais enfin, on s'engage à tirer dans le même sens, ou on va travailler ailleurs.

P. LAIDEBEUR

Je crois qu'un journaliste politique qui prétend faire de l'information et travailler dans un grand journal peut difficilement s'engager dans un parti politique. Il est certain qu'il peut avoir ses opinions, même une certaine adhésion à un parti, mais il ne peut pas être militant, c'est pas possible. Moi, je me garde bien de prendre une quelconque carte à un parti politique. Il faut dire que c'est un peu mon tempérament. De toute façon, ce n'est pas parce que je suis journaliste que je n'aime pas les embrigadements. Il y a des choses intéressantes un peu partout, mais il y a des choses assez déplorables un peu partout. Un journaliste qui aurait sa carte à un parti politique, un jour ou l'autre, on lui reprocherait d'en avoir pas fait assez ou trop. Il serait perpétuellement travaillé.

La réponse de Georges Sueur intervient de manière indirecte, à d'autres moments.

* * * * *

Deux tendances opposées se dégagent dans les réponses faites à cette question.

D'un côté, les journaux "politisés" estiment que le fait d'être à un parti (Liberté) ou de soutenir un parti (Nord-Matin) peut faciliter la recherche de certaines informations. L'importance, pour ces journaux, des événements relatifs aux autres tendances politiques est plus restreinte et ne nécessite pas d'investigations fouillées. La fonction idéologique affichée du

journal, entraîne ce que nous pourrions appeler une parcellisation de l'information : le champ des événements est volontairement restreint.

De l'autre côté, le quotidien de grande information ne peut tolérer l'"embrigadement". Cette logique de l'information donne au lecteur "l'impression de se forger lui-même son opinion".

Les deux conceptions s'excluent mutuellement sur le plan idéologique. Mais sur le plan critique, elles se complètent. L'une par son aspect opposé au gouvernement, met l'accent sur les défauts, les carences du pouvoir en place. L'autre, par son aspect plus modéré, plus commercial, "laisse parler les faits", c'est à dire que le journaliste transmet les critiques sans vraiment les développer lui-même.

QUESTION V

QU'EST-CE QUI EST LE PLUS IMPORTANT POUR VOUS : DEFENDRE UN IDEAL, UNE IDEOLOGIE OU CRITIQUER LES EVENEMENTS ?

Q - Vous avez le sentiment de défendre un idéal dans votre journal ?

P. LAIDEBEUR

Cui, évidemment. Il y a la première chose : l'information, c'est à mon avis déjà l'idéal, l'objectif étant l'information la plus claire, la plus complète, la plus honnête possible pour qu'elle soit comprise par le plus grand nombre de lecteurs.

Il y a la classe des gens privilégiés qui sont formés, qui comprennent quelque chose à la vie politique et qui lisent les informations politiques, et puis les lecteurs qui ne sont pas préparés à recevoir cette information qui pourtant est importante pour eux. C'est un truc très difficile à aborder car ces gens ignorent les articles politiques, les comptes rendus d'assemblées....etc.

Alors qu'il y a des tas de choses qui peuvent être utiles dans leur quotidien, qui peuvent les situer et les aider à mieux vivre, en fait, il est très difficile de mettre l'information à leur portée, parce qu'ils n'ont pas l'information initiale qui fait qu'ils s'intéressent à ces choses là. La lecture est difficile et il y a un manque d'instruction civique. Il faudrait leur dire plus souvent ce qu'est une assemblée, comment elle fonctionne, comment on vote : des tas de choses qui sont à répéter tout le temps. On est très difficilement compris. Le problème dans un journal comme le nôtre c'est qu'on écrit pour tout le monde. Il faut être à la fois assez complet et intéressant pour la classe privilégiée au niveau information, et il faut essayer aussi de rendre le service

de l'information aux gens qui sont moins privilégiés. C'est un problème intéressant.

(silence)...

D'autre part, il y a d'autres structures auxquels je crois sous un éclairage un peu écologique.

Q - Qu'est-ce qui est le plus important pour vous : défendre un idéal, une idéologie ou critiquer les événements ?

Les deux sont importants. Chaque fois qu'on est en face de quelqu'un effectivement on reçoit les informations qu'il nous donne et puis il faut toujours trier le bon grain de l'ivraie. C'est vrai qu'on essaie de nous avoir. On rencontre quelqu'un si on prenait tout ce qu'il nous dit, il y en aurait de quoi remplir quatre colonnes de journal. D'autre part, il n'y a pas toujours la place ; d'autre part ça ne vaut pas toujours quatre colonnes. Ensuite, il faut être lu et donc ne pas faire d'articles trop longs. On est forcé de sélectionner les informations. A partir du moment où on sélectionne, on voit ce qui est nouveau et ce qui est important et on voit si sur tel et tel point, il n'a pas essayé de nous raconter des blagues. Alors si c'est un peu trop énorme, on peut être amené à dire que des conneries ont été racontées. Cela m'est arrivé plusieurs fois, ce qui ne plaît généralement pas à la personne en question.

J. ESTAGER

Il faut voir la part des deux. Evidemment, dans un journal politique, il y a inévitablement la critique de l'adversaire politique - nous sommes dans l'opposition -, la critique du pouvoir.

Il y a tous les matins dans notre journal, la critique du pouvoir ; mais là encore, nous avons beaucoup réfléchi ces dernières années sur notre parti ainsi que sur notre propagande en général. La part faite à la critique est trop grande et l'exposé de notre politique est très insuffisante.

Nous passons pour des gens qui critiquent en tout, quelque chose et fasse le gouvernement. Alors, nous sommes en train de voir les choses autrement. Il est évident que chaque fois que nous prendrons position sur un problème fondamental, nous serons amenés à marquer ce qui nous sépare du pouvoir, c'est assez logique. Mais nous voulons consacrer une part plus grande à l'exposé de notre politique parce qu'au fond, ceux qui nous lisent ne sont pas d'accord avec M. Barre sinon, ils ne liraient pas notre journal. La critique de Barre, ils la feront aussi bien que nous. La condamnation d'une politique d'inflation qu'il n'arrive pas à juguler : les lecteurs en sont victimes, alors ce n'est pas utile de leur dire tous les matins.

Q - On peut leur donner les arguments quand même.

Nous allons continuer à le faire, mais ce qui est peut-être utile, c'est de leur dire ce que nous ferions : quelle politique nous entendons mettre en oeuvre, en face de tel ou tel problème et cela nous le faisons que très insuffisamment. C'est d'ailleurs assez compliqué d'un point de vue journalistique. C'est beaucoup plus facile d'avoir des papiers critiques que d'exposer d'une façon vivante sa politique dans tel ou tel domaine. Là encore, vous avez posé le problème de la critique. Nous sommes une presse très critique, peut-être trop critique, ou peut-être

critique à tort et à travers par moment. Nous sommes en train de rééquilibrer les choses et sans effacer notre rôle de parti d'opposition. Nous pensons qu'il faut faire une part plus grande dans l'exposé de nos positions. Dans les différents domaines, populariser notre politique à travers le journal.

E. BOGAERT

Si je me place en tant que militant, ce que je ne suis pas d'ailleurs, je ne suis pas ce qu'on appelle un militant, cela devrait être l'idéal, c'est l'idéal.

Si je me place en tant que journaliste, c'est surtout l'évènement qui m'intéresse.

Q - Vous faites une différence entre les deux ?

Oui, je fais quand même une différence entre les deux.

G. SUEUR

Nord Eclair est un journal qui se dit d'inspiration chrétienne parce qu'il a été un peu dans le sens de la démocratie chrétienne. Un peu comme était Ouest-France, Ouest-Eclair avant guerre. C'est d'ailleurs pour cela qu'il s'appelle Nord-Eclair, pour reprendre la même lignée de Ouest-France, l'Eclair des Pyrénées. Donc il n'y a pas d'idéal dans le sens où les gens n'ont certes pas tous les mêmes positions philosophiques dans le journal, mais je crois qu'il y a un genre de dénominateur commun plus ou moins admis tout de même par l'ensemble. Je crois que le fait d'assurer la pluralité d'expression par rapport aux associations, personne ne contestera cela au journal. Il y a toutefois quelques petites

bavures par-ci par là des incidents mais globalement, il y a un consensus minimum pour que l'équipe puisse travailler et puisse faire des campagnes électorales. Il y a toujours des heurts, c'est inévitable, c'est la vie.

A ce point de l'interview, nous n'apprenons rien de vraiment nouveau, sauf en ce qui concerne la presse communiste.

J. Estager considère que son journal est très critique, trop peut-être : condamner chaque matin la politique de R. Barre, cela relève-t-il vraiment de la critique ? Une critique se base sur une logique, s'appuie sur un raisonnement. Or la partie raisonnement est restreinte au profit de la conclusion, de l'enseignement. Il ne ressort de la critique que le principe actif, catalyseur : "Le plan Barre casse l'économie régionale". "Les milliardaires se portent très bien..." entre l'évènement du jour et la conclusion qu'en tire le journaliste, il faut avoir lu le rapport du 22ème congrès.

Ce que J. Estager appelle critique relève plutôt de l'idéologie. En effet, l'important n'est pas pour lui de remettre l'évènement dans un contexte, de le comparer à d'autres évènements du même genre, de déceler l'évolution qu'implique l'évènement, la perspective qu'il ouvre... Les articles de Liberté, le plus fréquemment, se restreignent à l'affirmation d'une vérité soutenue par quelques chiffres suggestifs. La volonté de démystification amène une autre forme de mystification.

Quelques titres parus dans Liberté en Février 77 sont à cet égard, significatifs.

LE TRICHEUR

M. BARRE a annoncé une hausse des prix officielle de 0,3% pour le mois de janvier !

BARRE A USINOR :

“FAITES DES CHOMEURS”

Premier acompte de Giscard-Barre :

12 MILLIARDS AUX

GÉANTS DE L'ACIER

QUESTION VI

IL VOUS EST CERTAINEMENT ARRIVE DANS VOTRE CARRIERE DE
COMMETTRE DES ERREURS DE CRITIQUE. CES ERREURS ETAIENT DUES A
QUOI ?

C. BOGAERT

J'ai commis une erreur flagrante, dont j'ai eu du mal à me remettre, pas professionnellement puisqu'en fait, il n'y avait que moi qui le savait. Je me souviens, je suis allé deux fois en reportage en Algérie pendant la guerre, voir comment cela se passait à l'époque. Et puis un jour me trouvant à Oran, j'ai été contacté en tant que journaliste socialiste par un confrère qui travaillait à "Oran-Républicain" si je me souviens bien, mais qui était manifestement un libéral, un juif arabe d'après son nom, sa physionomie. Je ne le connaissais absolument pas.

En demeurant discret, en s'entourant de précautions, ce gars est venu me trouver, cela se passait si je me souviens bien en octobre 59, fin octobre début novembre. Il m'a dit : "il faudrait alerter la métropole, je ne peux pas m'adresser à d'autres gens que vous ; vous êtes journaliste travaillant dans un journal socialiste, je connais donc vos opinions. Il faut alerter la métropole, il faut leur dire qu'on va avoir un coup d'état fasciste en France, que l'armée va basculer de l'autre côté. Il va se créer des contre-maquis F.L.N. animés par des activistes français ou des pieds noirs. Ça va très mal, il va y avoir un putsch militaire".

Je suis revenu en France et quand j'ai rédigé la série de 6 ou 8, j'en ai fait mention, mais sans trop y croire, quelques lignes mais volontairement édulcorées.

Il avait tenté de pousser un cri d'alarme et je n'y ai pas cru, je l'ai pris pour un activiste lui-même, qui s'abritait derrière le masque du libéralisme et qui prenait ses désirs pour des réalités. En vérité, dans les quatre mois, nous avons eu le putsch des généraux d'avril 60 *

C'est mon scepticisme qui m'a fait passer à côté d'une grosse information. J'ai eu un tuyau extrêmement intéressant par un type informé, qui vivait sur place, on peut dire que c'était un agent double.

Q. - Quand vous avez eu cette information, n'avez-vous pas cherché à la compléter par d'autres sources ?

Ce n'est pas facile, quand on fait ce genre de voyage. Il fallait faire très attention. On ne rencontrait que des gens partisans de l'Algérie française. Vous étiez mis sur des rails...

Le premier voyage, j'ai failli me faire avoir, je le dis franchement. Heureusement, j'étais déjà prévenu, je suis allé avec un esprit beaucoup plus critique. Mais à partir du moment où on vous mène à droite, à gauche et que vous ne rencontrez que des gens qui vous disent : "l'Algérie, c'est la France" , vous rencontrez des bougnouls - passez-moi l'expression - ça n'est pas péjoratif, je ne suis pas raciste - des arabes qui vous disent :

* Le putsch organisé par les généraux Challe, Jouhaux, Zeller et Salan, s'est déroulé du 22 au 25 avril 1961 et non en avril 60. L'entrevue entre C. Bogaert et "l'agent double" a donc eu lieu vraisemblablement en octobre 1960.

"l'Algérie, c'est la France, vive la France" et pendant quinze jours sans arrêt, pas seulement des groupuscules que vous rencontrez à déjeuner, mais des villages entiers; on se pose des questions quand même.

Alors, j'ai cru à une démarche tout à fait inverse assez machiavélique en définitive. Je n'ai pas cru ce gars. C'est une erreur flagrante.

Q. - Cela tenait à la complexité du problème ?

Cui, et puis ce gars n'avait pas de preuve à me fournir. Il aurait fallu enquêter sur place, rencontrer d'autres gars qui confirment ses dires. Et puis ce confrère, je ne l'avais jamais rencontré. Je crois qu'il a pris des risques pour le faire.

Q. - Vous avez déjà fait des erreurs de critique dans la région ?

Des erreurs peut-être pas... Une légère erreur d'aiguillage, une conclusion à tirer qui n'était pas celle là. Ou alors, ce qui est arrivé, c'est qu'on ne voit pas toutes les conclusions à tirer d'un évènement.

P. LAIDEBEUR

Des erreurs d'appréciation, cela peut arriver. La critique est une chose assez personnelle; un élu mécontent peut dire : "vous avez fait une erreur d'appréciation", mais ça reste dans le domaine du jugement. Il peut y avoir parfois une erreur flagrante d'interprétation sur un évènement, c'est un désaccord avec l'inter-

prétation qu'on en a donné.

Mais, ça c'est l'interprétation critique du papier, ce n'est pas la partie la plus importante dans un journal comme le nôtre. Cela fait partie de la liberté du journaliste. L'élu, le responsable syndical peut ne pas être content, ce n'est pas toujours en raison d'une erreur, c'est un jugement différent. Seulement le jugement, c'est subjectif par essence et cela ne doit pas être la partie essentielle du travail dans un journal comme le nôtre. Nous, on essaie de voir où est la vérité. S'il nous arrive de dire une vérité, c'est que généralement on l'a bien pesé, surtout que la Voix du Nord est très prudente et que quand on lâche quelque chose, c'est que vraiment.... (sourire).

Ce qui est important, c'est pas l'avis des élus, c'est l'avis du public, c'est l'adhésion du public à un produit qu'on lui fournit. S'il n'y a que de la critique dedans, cela n'intéressera pas grand monde.

J. ESTAGER

En règle générale, il est rare qu'il y ait une erreur fondamentale sur un problème politique. Les erreurs sont surtout de nuance, qui parfois sont sérieuses, mais ce sont des erreurs de nuance. Elles tiennent souvent à la rapidité avec laquelle nous sommes amenés à faire le journal. Je crois qu'il y a deux jours, nous avions un mauvais titre dans le journal à propos des otages libérés par le Polisario. Je ne me souviens plus exactement ce que l'on a mis dans Liberté, mais je crois que c'était : "Libérés par le Polisario, ils deviennent les otages de Giscard". Je crois que ce titre était très forcé. Qu'il y ait eu une tentative du pouvoir de récupérer les otages, c'est évident pour tout le monde.

De là à dire qu'ils sont devenus les otages de Giscard, c'est un pas que nous n'aurions pas dû franchir dans le titre.

Ce n'est pas une chose fondamentale, mais voilà un type d'erreur qui peut être commise. Cela arrive dans les deux heures que nous avons pour faire l'essentiel du journal.

Q. - C'est peut-être à vouloir trop critiquer ?

Quand on manie la critique, il faut justement faire attention. Il faut la manier avec nuance, sinon on risque de passer une limite au-delà de laquelle on n'est plus crédible. C'est sûr, il y a un danger. Là aussi, nous avons réfléchi sur la nécessité d'être moins critique dans la forme, dans les mots, de justifier beaucoup plus. Depuis que nous avons beaucoup moins de titres slogans, de titres de tracts. Par moment notre journal s'apparentait à un tract électoral.

Q. - Croyez-vous que ce genre de chose passe moins, actuellement ?

Nous nous efforçons de ne plus tomber dans ce style de journalisme.

Q. - Est-ce parce que vous avez eu des échos défavorables ?

Non, parce que je crois que nous avons fait un effort de réflexion assez important sur notre presse. Avec l'Humanité, nos trois quotidiens de province et le quatrième qui vient d'être lancé à Lyon depuis deux-trois ans, on a réfléchi un peu à ces problèmes : la nécessité de renouveler notre presse. On a fait pas mal d'études communes, séminaires... etc. On a consulté aussi nos lecteurs, on

a réfléchi sur le caractère parfois ennuyeux de notre presse. Enfin, nous avons fait un gros effort dans ce domaine. Si on se réfère à un journal d'il y a deux ans par exemple, notre journal a profondément changé. Il y a deux ans, tous les jours, il y avait un titre qui relevait du slogan, du mot d'ordre. Maintenant, c'est terminé. Nous avons des titres beaucoup plus calmes ; l'article peut-être aussi incisif, la critique peut-être aussi dure, mais nous apportons beaucoup plus d'arguments. Je dois vous dire qu'il y a une tradition dans la presse ouvrière qui nous conduisait à cela. "L'Enchaîné", "Le Prolétaire", "Le Forçat", "Le Vengeur", cette presse qui correspond au début du monde ouvrier, puis après la première guerre mondiale, c'est un cri de révolte sur les conditions de travail, les conditions de travail, les conditions de vie, cela s'exprime avec grandiloquence. Il y a des outrances, mais c'est très lié à une époque. Je suis d'ailleurs frappé quand je relis ces journaux. Ce n'est d'ailleurs pas sans intérêt. Cela a marqué notre journalisme, nous avons eu un certain mal à nous en débarasser. C'est clair qu'en 77-78, on ne peut plus faire le journalisme de nos grand-pères.

Q. - Croyez-vous que la mentalité ouvrière a changé ?

Je crois qu'il y a beaucoup de choses qui changent. On ne milite plus maintenant comme dans le passé.

G. SUEUR

On a une facilité extraordinaire, c'est qu'on ne s'engage pas

beaucoup. Vous avez toujours les papiers donnant les résultats des élections. Vous aurez des pages entières sur le tiercé, où il y a beaucoup d'impondérables. Mais vous n'aurez pas une page de pronostic sur les résultats de mars 1978.

Je me souviens, au moment de Pujade, personne ne croyait en lui, et au journal, on avait fait des trucs en disant qu'il n'aurait aucun représentant. J'avais été à quelques réunions que les gars faisaient et j'avais vu qu'il y avait vraiment du monde. Je me suis alors dit, qu'il fallait peut-être corriger parce que j'avais l'impression qu'il feraient un bon score. Et finalement, ils ont été élus.

Ce que je veux dire, c'est qu'il faut descendre sur le terrain avant d'écrire quelque chose. Je ne crois pas au journaliste de chambre. Cela ne veut pas dire que j'écarte la réflexion.

Guy Mollet pendant sa campagne en 71 à Arras, s'opposait à des communistes qui avaient été envoyés là pour le battre. Je n'avais jamais vu une campagne comme celle-là... des réunions, des affiches : quelque chose d'impressionnant. La dernière interview était celle de Guy Mollet. J'étais persuadé qu'il y aurait ballotage, mais en sortant, juste avant de m'en aller, Guy Mollet m'a dit : "vous mettez Guy Mollet élu au premier tour". Je dis : "vous savez... quand même c'est difficile à dire..." Pas dubitatif : "Guy Mollet au premier tour". A la fin, je lui ai dit qu'il connaissait quand même ses limites... etc. En fait, il a eu raison, il a été élu au premier tour.

Ce dernier élément de l'interview, démontre -mais nous n'en doutions pas- que la critique n'est pas chose facile.

"Descendre sur le terrain" et regarder les choses de près, offrent davantage de chance de toucher la vérité, qu'à rester près d'un téléphone. Mais l'exemple fournit par C. Bogaert montre également les difficultés de l'investigation "sur le terrain".

Il n'y a pas de méthodes plus efficaces que d'autres pour rechercher l'information en profondeur. Les qualités du journaliste y sont pour beaucoup, bien sûr mais se risquer à une énumération de celles-ci, tiendrait de la gageure et la description du journaliste idéal, faite par Joseph Folliet dans son livre Tu seras Journaliste conviendrait aussi bien à un prophète qu'à un agent de police.

Outre les qualités du journaliste, la réussite d'une recherche dépend tout autant du climat dans lequel elle s'exerce. La mentalité française pousse à tenir pour secrètes des choses qui ne le sont pas. De même l'obsession de la hiérarchie conditionne, canalise et finalement ralentit l'information.

Ces entretiens nous ont permis de mieux connaître Claude Bogaert (Nord Matin), Jacques Estager (Liberté), Georges Sueur (Nord Eclair) et Philippe Laidebeur (Voix du Nord).

Les traits de caractère qu'ils nous ont dévoilés, relèvent de l'image consciente que ces journalistes ont d'eux-mêmes. Il va être à présent intéressant d'analyser l'image inconsciente qu'ils donnent d'eux-mêmes, et du monde au travers de leurs articles.

ANALYSE QUALITATIVE DE CONTENU

« si vous fermez la porte
à toutes les erreurs,
la vérité
restera dehors ».

-Rabbin Tagore-

Pourquoi faire une analyse de contenu ?

Si l'on veut savoir ce que veut dire un texte, pourquoi donc ne pas le lire et s'il "signifie" quelque chose, ne serait-ce pas là le contenu ?

Justement non. Le contenu est à rechercher à partir du contenant, de l'emballage du message, en mettant provisoirement entre parenthèses, selon une formule célèbre de "réduction phénoménologique" énoncée par Husserl, le "contenu" évident (et fallacieux), le "sens de la phrase du discours politique.

Il reste alors les aspects extérieurs, le vocabulaire, les liaisons, les structures... De ceux-ci, et uniquement de ceux-ci, on peut tirer une signification sous-jacente qui peut être plus importante que la signification explicite.

La grille d'analyse que nous proposons, nous est fournie par Jules Gritti, chercheur et critique bien connu de radio-télévision. S'inspirant de méthodes dites qualitatives, il parvient à faire "dégorger" tout ce qu'un texte peut livrer comme signification implicite.

L'interview des quatre journalistes a permis d'énoncer un certain nombre d'idées, de dévoiler diverses conceptions de l'information. Ont-ils tout dit ? Certes non. En trois-quart d'heure ou en une heure, on ne peut qu'ébaucher la philosophie d'une profession. Et de plus, si des idées ont été omises, d'autres n'ont pas été exprimées, par discrétion ou pour toute autre raison.

L'analyse de contenu va nous éclairer sur deux points . Elle va permettre tout d'abord de constater si l'écrit n'est pas en contradiction avec l'oral ; d'autre part, elle va creuser le non-dit ou les idées inconscientes. Toutefois, dans le cadre d'un mémoire, nous ne prétendons pas à une analyse exhaustive des articles. Tout au plus, voulons nous montrer la marge parfois large, qui existe entre des positions, des affirmations conscientes et le comportement réel que trahit l'article.

Pour chacun des rédacteurs, seront analysés quatre articles susceptibles d'apporter le maximum d'informations et pour chacun des articles, six "ratissages" seront effectués.

*** Pour une meilleure compréhension de l'analyse, il est conseillé au lecteur de procéder auparavant à la lecture des articles situés à la fin de ce mémoire. ***

I - A QUI S'ADRESSE-T-ON ?

"Le premier repérage nous permet de saisir le niveau de culture où s'instaure la communication et de dessiner culturellement un certain type de public : moderniste, sensible à une certaine technocratie et à un certain rôle dirigeant, libre et aisé aux carrefours de plusieurs langages sociaux."

Jacques Estager de Liberté, considère comme connus, certains termes économiques : "chômage", "inflation", "production industrielle". Ces termes sont certes galvaudés mais dans le cas du parti communiste, ils correspondent à une définition rigoureuse supposée connue du lecteur. Les expressions faisant l'objet d'une explication concernent la droite, dans le but évident de démontrer les affres de cette tendance : "l'inquiétude de la droite", la "fausse querelle Chirac-Giscard", les "propos de M. Schumann".

Les métaphores utilisées relèvent souvent du lexique militaire : "manœuvres", "opération tactique", "guerre à droite", "conquérir de nouvelles municipalités". D'autres font davantage appel à l'émotivité : "spectre de la défaite", le "flambeau de l'anti-communisme". Le style du rédacteur en chef de Liberté est riche en termes connotés (qui ont une signification supplémentaire) : "le grand capital", "société de l'argent", "caste privilégiée", "vieille droite", "mineur communiste".

D'autre part, on retrouve deux niveaux de langage dont on pourrait croire qu'ils s'opposent. D'un côté apparaît le vocabulaire nationaliste : "les grands intérêts nationaux", "résistance", "pétinisme", de l'autre le vocabulaire de l'internationale communiste : "classe ouvrière".

Philippe Laidebeur, dans la Voix du Nord, utilise souvent les noms de partis sans expliquer toutefois au lecteur la différence entre Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire et Organisation Communiste des Travailleurs. On trouve par contre une définition de l'écologie, ainsi que de la Fédération des Républicains de Progrès : les petites organisations ont droit à quelques développements, pourvu de ne pas se situer trop à gauche.

Les métaphores qu'il emploie sont souvent assez romantiques : "une nuit entière de discussion", "une poignée d'orateurs", "le tissu social". Romantisme renforcé par les images écologistes : "savoir se rouler dans l'herbe", "jouer de la guitare entre deux massifs de tulipes", "un tandem contre un arbre sur la place du Concert"...

Dans la colonne des connotations, on note l'aspect moderniste "des barbus sympathiques" ; l'aspect anticonformiste et socialisant "le système de hiérarchie", "la politique politicienne", "le troisième tour"...

Claude Bogaert, de Nord Matin, spécialiste des institutions régionales, ne définit pas le lexique concernant ces institutions : "déconcentration, décentralisation, conseil régional, comité économique et social, conseil général... Le lecteur n'est donc pas ignorant d'une certaine technocratie.

Les mots définis par Claude Bogaert, contrairement à ceux définis par Jacques Estager de Liberté, concernent la gauche : "les élus de la gauche", "le bilan communautaire", "le succès de l'Union de la Gauche"....

Les définitions ont pour objet de stimuler le lecteur -supposé de gauche- et non de raisonner sur les contradictions et méfaits de la droite.

Les métaphores recourent des niveaux de langage des plus divers : militaire ; "ses lieutenants", "un bastion de la Majorité", "fief de la droite" ; médical, "un mal diagnostiqué", "la brillante réélection" (optique) ; de la nature , "raz-de-marée", "récolte les fruits d'une action persévérante", "industrialisation sauvage".

Les connotations des articles relèvent des registres courants du parti socialiste : "la solidarité communautaire", "les forces de progrès", "justice, liberté, responsabilité".

Georges Sueur de Nord Eclair, utilise généralement des mots simples hormis peut-être des termes tels que "aéropage", "étouffe parme" qui dénotent une certaine culture littéraire.

Les métaphores : "puncheur", "réplique sèches", "débauche d'affiches" dévoilent le côté énergique du personnage.

Divers termes connotés reflètent un esprit plutôt attiré par la jeunesse : "sang jeune", "entre en scène", "générations montantes".

LIBERTE

| DATE | MOTS NON DEFINIS | MOTS DEFINIS | METAPHORES | CONNOTATIONS |
|-------|---|--|---|--|
| 15/02 | chômage, inflation, production industrielle | l'inquiétude de la droite la fausse querelle Chirac - Giscard | moisson, le spectre de la défaite, maquiller son bilan, manœuvre, opération tactique, guerre à droite | le grand capital, régime du profit, société de l'argent la carte des privilégiés |
| 03/03 | pool charbon acier, atlantisme, le MRP, le trou du Diplodocus, guerre coloniale | propos de M. Schumann | le flambeau de l'anti-communisme, se vautra, le bradeur | Monsieur, Vieille droite, classe ouvrière, grands intérêts nationaux, le micro de radio-Londres, Résistance, pétinisme, collaboration, travailleurs, |
| 14/03 | | Progression de la gauche, résultats des listes conduites par les communistes | bons rassembleurs, livrer (la municipalité) | |
| 21/03 | indice des prix, les législatives | nouvelle poussée | couler à plein bord, indice trituré, sondages manipulés, sommes fabuleuses, campagne tapageuse, mordre la poussière, conquérir de nouvelles municipalités | mineur communiste notre camarade (≠ le ministre), la majorité gouvernementale |

VOIX DU NORD

| DATE | MOTS NON DEFINIS | MOTS DEFINIS | METAPHORES | CONNOTATIONS |
|-------|--|--|--|--|
| 12/02 | gaullisme, R.P.R., union de la gauche, programme commun | Fédération des Répu- blicains de Progrès, Coordination nationale | | climat de crise nationale |
| 09/03 | | Nord-Nature, écologie | savoir se rouler dans l'herbe, jouer de la guitare entre deux massifs de tulipes, on tapait sur les doigts du débateur, une nuit entière de discussion | le système de hiérarchie, des solutions globales |
| 10/03 | spéculation foncière, contrôle populaire, happening | | une poignée d'orateurs, tissu social un tandem contre un arbre de la place du Concert | des barbus sympa- thiques au son de l'accor- déon et du binou |
| 17/03 | Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire, Organisation com- muniste des Travail- leurs, Union de la Gauche, révolutionnaires, P.S.U. | | canaliser le vote mordre de plus de 35 % sur l'électorat tradi- tionnel chasse aux sorcières | politique poli- ticienne le troisième tour |

| DATE | MOTS NON DEFINIS | MOTS DEFINIS | METAPHORES | CONNOTATIONS |
|-------|--|--|--|--|
| 05/03 | les établissements publics communautaires | Bilan communautaire | "La locomotive" Arthur NOTEBART, l'ineffable secrétaire d'Etat, Ses lieutenants, industrialisation sauvage, Un mal diagnostiqué | Solidarité communautaire |
| 15/03 | pouvoir anti-social | Les élus de la gauche, élections triangulaires | bastion de la majorité, fief de la droite | |
| 20/03 | les écologistes | succès de l'Union de la gauche | brillante réélection; "A coup de centaines de millions", "Raz de marée" de la gauche, récolte les fruits d'une action persévérante. | |
| 23/03 | pouvoir central, déconcentration, décentralisation, Conseil Régional, Comité Economique et Social, Conseil Général, Conseils Municipaux Communauté Urbaine | collectivités locales, les répercussions des élections | physionomie de l'assemblée, l'entrée en force, équilibrer ses pertes | Les forces de progrès justice, liberté, responsabilité. |

NORD ECLAIR

| DATE | MOTS NON DEFINIS | MOTS DEFINIS | METAPHORES | CONNOTATIONS |
|-------|---|----------------------------------|---|--|
| 01/03 | le Diplodocus le Nouveau Siècle étouffe parme | | puncheur renvois au dictionnaire répliques sèches | entre en scène |
| 13/03 | | | | candidats "travailleurs" |
| 21/03 | | | s'affrontent sur les antennes une débauche d'affiches | renversement d'alliance au Beffroi les générations montantes |
| 23/03 | aéropage | le conseiller municipal moyen | radioscopie des élections lilloises basculer d'un camp à l'autre | ce "sang jeune" le Lille histo- rique |

Le second repérage permet d'identifier la relation qui s'établit entre le journaliste et le lecteur, entre le destinataire et le destinataire. Il révèle de même, la manière dont sont perçus les "tiers" par le journaliste ; le lecteur du journal est convié à une perception identique.

**

Dans Nord Eclair, Georges Sueur ne se met en scène que de façon allusive : "On n'a rien appris de nouveau", "on pronostiquait pour eux", "il semble que son alliance"...

Le destinataire, le lecteur intervient moins encore mais l'impératif est de règle : "Il faut pour mesurer ce scrutin", sous-entendu "vous devez pour mesurer ce scrutin".

Le système allusif permet ici de mieux faire glisser un ordre.

Les indices communs, c'est-à-dire lorsque le journaliste se met en scène avec le lecteur, sont les plus fréquents chez Georges Sueur : "On sent que l'élection approche", "on dénombre", "on enregistre"...

Les tiers sont généralement inclus : Pierre Mauroy, les femmes, les jeunes, l'électeur, excepté Norbert Ségard, qui ne paraît pas avoir la plus grande considération du chef de la locale de Lille : "il s'attire une autre réplique", "il en avait fait son premier et son dernier argument".

Dans Liberté, Jacques Estager, se met plus facilement en scène, soit de manière allusive ("il est affligeant de penser que"), soit de manière déclarative en faisant sienne les déclarations du parti communiste ("le parti communiste a dénoncé", "le parti communiste n'a donc pas de leçon à recevoir").

Jacques Estager, s'adresse peu à ses destinataires tant par allusion ("on ne s'étonnera pas") que par déclaration "la classe ouvrière").

Ceci est toutefois suffisant pour connaître la cible commerciale de Liberté : la classe ouvrière et pas seulement les militants communistes comme on pourrait le penser.

Parmi les tiers inclus, on retrouve les électeurs, les 16 millions de salariés, les socialistes. Mais paradoxalement, parmi les exclus, on retrouve Pierre Mauroy qui est assez vivement critiqué dans un éditorial de Jacques Estager. De même sont exclus, sans surprise, l'actuelle majorité, le ministre Ségard.

Pour Nord Matin, sous la plume de Claude Bogaert, le destinataire intervient peu mais interpelle le lecteur : "sait-on que", "vous aurez du mal à croire". Le journaliste atténue son engagement personnel en marquant une préférence pour une intervention commune avec ses lecteurs : "on n'est malheureusement pas sorti", "on suivra avec beaucoup d'intérêt"...

Parmi les tiers inclus, on retrouve, une fois encore, les électeurs qui sont ^{aussi} respectés par Georges Sœur et par Jacques Estager. De même lorsque Claude Bogaert dit "les Lillois s'apprêtent à réélire triomphalement", il considère que Pierre Mauroy va être élu par la population Lilloise plutôt que par une majorité de celle-ci. Pour les autres tiers, pas de surprise :

sont inclus: les écologistes, les listes d'extrême gauche ; sont exclus : Norbert Ségard, la droite...

Philippe Laidebeur, de la Voix du Nord, ne s'adresse pratiquement pas au lecteur. Il intervient toutefois de façon allusive : "on croyait l'extrême gauche réduite à néant, on avait sagement écouté le programme des candidats."

Les indices communs, destinataires-destinateur sont peu nombreux, comme s'il fallait garder une certaine neutralité et ne pas s'engager, ni engager le lecteur.

Parmi les tiers inclus, on retrouve les écologistes, les barbus sympathiques, les colistiers de M. Ségard. "L'extrême gauche qui estime devoir engager le troisième tour social" est exclue.

SYSTEME ALLUSIF

SYSTEME DECLARATIF

DESTINATEUR

l semble que son alliance
 l faut signaler
 n pronostiquait pour eux
 n n'a rien appris de nouveau
 n constate que

DESTINATAIRES

l faut pour mesurer ce scrutin
 n pourra tenir pour acquise
 l faut remarquer

INDICES COMMUNS

(Destinateur-Destinataires)

On dénombre
 On trouve aussi
 On n'en compte pas moins
 On a enregistré
 nul ne pouvait imaginer
 Si l'on compare
 On assiste à
 On peut remarquer

LES TIERS

INCLUS : Les jeunes :

Ils comprennent mal
 sont moins sensibles à un certain anti-
 communisme

L'électeur :

Lorsqu'il tient un bulletin de vote en
 main

Pierre Mauroy :

Il s'élève contre
 Il attaque

EXCLUS : M. Ségard :

Il s'attire une autre réplique
 Il en avait fait son premier et son
 dernier argument.

SYSTEME ALLUSIF

SYSTEME DECLARATIF

DESTINATEUR

ous n'aurions pas besoin
l est affligeant de penser que

Le parti communiste a dénoncé la
manoeuvre et fait la lumière

DESTINATAIRES

On ne s'étonnera pas
On ne s'étonnera que davantage

La classe ouvrière

INDICES COMMUNS

(Destinateur-Destinataires)

Il serait possible de s'appuyer sur
une partie de la droite
On pourrait se fier à la sagesse
sans doute doit-on déplorer des manque-
ments
Il s'agit maintenant de préparer les
succès du second tour

LES TIERS

INCLUS : Les électeurs lillois
Les socialistes
Le mineur communiste, Joseph Sanguedolce
Notre camarade Balmigère
16 millions de salariés

EXCLUS : Le secrétaire d'Etat
La droite
Le ministre Ségard
Le ministre de l'Economie
L'actuelle majorité
Pierre Mauroy
M. Schumann

SYSTEME ALLUSIF

SYSTEME DECLARATIF

DESTINATEUR

voudrait insister ici

DESTINATAIRE

ptions au passage
Il faut savoir que les seuls changements
ait-on que
aura déjà compris

Vous aurez sans doute du mal à croire

INDICES COMMUNS

(Destinateur - Destinateire)

n peut encore se féliciter
Il faut se réjouir
n n'est malheureusement pas sorti
n suivra avec beaucoup d'intérêt

Nous associerons bien sûr

LES TIERS

INCLUS : Les Lillois
Le premier Magistrat lillois
Les écologistes
Les listes d'extrême gauche
Arthur Notebart

EXCLUS : Norbert Ségard, le démagogique challenger

VOIX DU NORD

SYSTEME ALLUSIF

SYSTEME DECLARATIF

DESTINATEUR

On ne se quittera pas
 On avait sagement écouté le programme
 les candidats
 On croyait l'extrême gauche réduite à
 néant

DESTINATAIRES

INDICES COMMUNS
 (Destinateur-Destinataires)

Il faudra donc attendre
 On oublie trop souvent

LES TIERS

INCLUS : M. Radanne : "des Amis de la Terre" rappelait fort justement
 Barbus sympathiques
 Les écologistes
 Les colistiers de M. Ségard

EXCLUS : L'extrême gauche estime devoir engager le troisième tour social

III - LA MORALE

La troisième analyse porte sur les oppositions. Le jeu d'oppositions vient constituer, structurer une morale, une idéologie. " Le repérage des oppositions les plus caractéristiques d'un texte, nous fait toucher pour ainsi dire la charpente, l'ossature de la signification. Précisons d'emblée que le terme "opposition" n'est pas à prendre au sens conflictuel mais bien plutôt au sens linguistique (sélection dans une paire, dans un trio, dans une série".

La colonne des exclusions permet d'opposer les "bons" aux "mauvais". Ainsi pour Philippe Laidebeur de la Voix, les colistiers de M. Ségard sont "bons" par rapport aux "représentants du parti communiste". De même "aider les citoyens à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires " est "bien" et s'oppose à "les élus doivent s'occuper de la vie quotidienne à la place des citoyens".

Dans la colonne préférences, on reconnaît que la fête est préférable "aux discussions sans fin" ; mais l'un n'exclut pas l'autre. Philippe Laidebeur préfère également parler "des problèmes importants (politique du logement....) "que des "petits problèmes (recyclage des déchets, espaces verts...)".

A propos de l'Europe, le rédacteur politique de la Voix constate qu'il s'agit d'une des "questions" qui divisent autant l'opposition que la majorité et il est déjà possible de pressentir une voie moyenne entre la majorité et l'opposition

Cette voie moyenne apparaît dans la colonne des homologues :
 "l'écologie, terme que se dispute la droite, la gauche et que
 nombre de militants souhaitent maintenir loin du débat partisan".

Dans Nord Matin, Claude Bogaert reprend à son compte une
 exclusion, énoncée par Pierre Mauroy : il oppose la conjoncture
 "au plus bas" avec "nous, (les socialistes) qui avons cherché
 à développer une saine animation". Il préfère également insis-
 ter sur l'impact des équipements "réalisés par la Gauche que sur
 "le problème des ressources des communes, des communautés et des
 départements". Une volonté donc de mettre en avant l'action posi-
 tive du P.S., par rapport à l'action négative de la Majorité.

Deux structures ternaires nous sont fournies par des élec-
 tions triangulaires : à Tourcoing, MM. Blary et Lehenbre de la
 droite permettent à M. Chatilliez d'être élu. De même à Berck,
 l'opposition entre M. Béraud (R.P.R.) et M. Falgouzou, maire
 sortant, favorise M. Wilquin (P.S.).

Georges Sueur, dans Nord Eclair, oppose M. Ségard à M. Mau-
 roy qu'il préfère. Les "aînés" sont davantage considérés que les
 "nouveaux électeurs" qui "ne se sentent pas aussi mobilisés par
 une élection municipale.

Au niveau des équivalences, Georges Sueur place sur un plan
 identique, la division de la Majorité et la situation économique.
 De même, les municipales de 1977 sont comparables aux élections de
 1971, "le vote de dimanche dernier confirme celui de 1971". On
 retrouve cette comparaison dans les exclusions : M. Augustin
 Laurent ≠ M. Ortolli, et dans les restrictions : le nombre des
 inscrits était pratiquement le même qu'en 1971, par contre, la

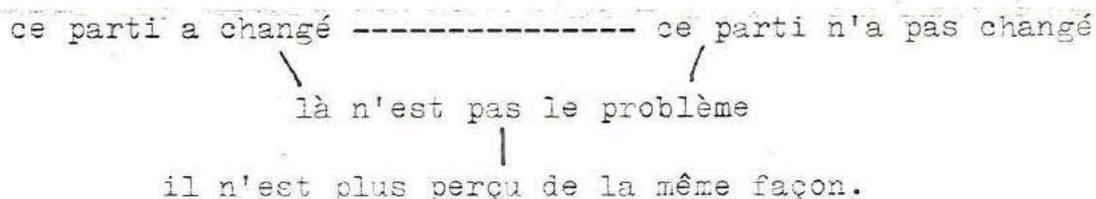
participation électorale a été plus importante. Une telle comparaison révèle une vision dynamique de la politique.

Parmi les structures ternaires, il est intéressant de montrer que MM. Mauroy et Ségard sont placés sur un même plan, mais que M. Notebart intervient à un autre niveau :



M. Notebart est ainsi "exclus" du parti socialiste pour pouvoir être critiqué par le biais du métro.

A noter également une certaine difficulté, pour ce journaliste, de savoir si le parti communiste a réellement changé ou non ; la solution est trouvée dans la structure suivante :



Jacques Estager, dans Liberté, oppose sans que cela surprenne, la droite au programme commun, la vieille droite à la classe ouvrière, la majorité actuelle à l'union de la gauche. Au niveau des préférences, on retient que le sentiment national des communistes est plus vigoureux que celui de la droite "les communistes se battaient sur le sol national > M. Schumann participait à la résistance derrière des micros". Notons à ce propos, que M. Schumann, personnalité, est confronté à un ensemble "les communistes". Jacques Estager a une vision unifiante, moniste de la

droite : un homme peut symboliser toute la droite . Pour sa part, le communiste, individu, se trouve transcendé dans une entité supérieure, "les" communistes. S'il y a les communistes d'un côté, il y a de l'autre une droite : "Chirac et Giscard, c'est bonnet blanc et blanc bonnet", "Giscard d'Estaing et la caste des privilégiés". Ces équivalences sont à mettre en relation avec l'apophtegme marxiste : lutter classe contre classe. La représentation simplifiée de la droite agit comme catalyseur de la lutte.

LIBERTE

| EXCLUSIONS | PREFERENCES | EQUIVALENCES | HOMOLOGIES | STRUCTURES TERNAIRES | RESTRICTIONS "Oui mais..." |
|---|--|---|------------|-------------------------|---|
| <p>a droite ≠ le rogramme commun.</p> <p>_____</p> <p>ajorité actuelle u nion de la gauche.</p> <p>_____</p> <p>a vieille droite</p> <p>a classe ouvrière.</p> <p>_____</p> | <p>Les communistes se battaient sur le sol national</p> <p>≠ M. Schumann parti- cipait à la résis- tance derrière des micros.</p> <p>_____</p> | <p>L'inflation se poursuit et apporte chaque jour sa moisson de hausses.</p> <p>_____</p> <p>D'une part la droite tente de maquiller son bilan et d'afficher un optimisme, d'autre part elle estime le moment venu de se différencier</p> <p>_____</p> <p>Se fier à la sagesse de G. D'Estaing et de la caste des privilégiés.</p> <p>_____</p> <p>Bonnet blanc et blanc bonnet.</p> <p>_____</p> <p>Sa défaite est à la fois celle de la politique gouvernementale et celle d'un anticommu- nisme grossier.</p> <p>_____</p> | | | <p>Si les listes conduites par les socialistes en- lèvent à la droite Vil- leurbanne... les listes conduites par les commu- nistes enlèvent Saint- Etienne.</p> <p>_____</p> <p>Ce n'est qu'un bilan partiel mais l'union a été bénéfique pour tous les partis de gauche.</p> <p>_____</p> <p>Tout cela n'a pas suffi pour empêcher l'érosion de la droite.</p> <p>_____</p> <p>Ces élections n'avaient pas pour objet le chan- gement de pouvoir, mais elles s'insèrent dans le combat général.</p> <p>_____</p> <p>Sans doute serait-il dangereux de sous estim la capacité de résistan- et de manoeuvre.... Il reste cependant que cette majorité est déjà minoritaire.</p> <p>_____</p> |

NORD ECLAIR

| EXCLUSIONS | PREFERENCES | EQUIVALENCES | HOMOLOGIES "juste milieu" | STRUCTURES TERNAIRES | RESTRICTIONS "oui mais..." |
|--|---|--|------------------------------|---|---|
| <p>1. Mauroy ≠</p> <p>2. Ségard</p> <p>Le nombre des inscrits était pratiquement le même qu'en 71, par contre la participation électorale a été plus importante.</p> | <p>Métro > stade</p> <p>Les nouveaux électeurs ne se sentent pas autant mobilisés par une élection municipale que leurs aînés.</p> | <p>Le vote de dimanche confirme très exactement celui de 1971</p> <p>La division de la majorité a joué sans aucun doute. Et aussi bien sûr la situation économique.</p> <p>Victoire personnelle mais aussi victoire de l'union de la gauche.</p> | | <p>MAUROY / SEGARD</p> <p>NOTEBARD</p> <p>DIPLODOCUS / STADE</p> <p>METRO</p> <p>Que ce parti (le PC) ait changé ou pas, là n'est pas le problème : il n'est plus perçu de la même façon.</p> | <p>On pronostiquait pour eux 2 %, ils ont réussi à tripler ces prévisions</p> |
| <p>3. Laurent ≠</p> <p>4. Ortoli</p> | | | | | |

| EXCLUSIONS | PREFERENCES | EQUIVALENCES | HOMOLOGIES "juste milieu" | STRUCTURES TERNAIRES | RESTRICTIONS "Oui mais..." |
|--|--|--|--|-------------------------|---|
| <p>es co-listiers de . Ségard avançant es idées intéressantes ≠ e représentant du .C. s'empressait e mettre en contra- iction les candi- ats de la majorité</p> | <p>Les problèmes vitaux demandent des solutions glo- bales > régler de petits problèmes localement.</p> <p>les discussions sans fin < la fête</p> <p>Modération affichée par les partis de l'Union de la Gauche, alors que ceux-ci approchent d'une victoire possible.</p> | <p>Le véritable rendez-vous des gaullistes de gauche avec l'opi- nion... et avec la gauche.</p> <p>L'Europe, une des questions qui divise autant l'op- position que la majorité.</p> | <p>L'Ecologie, terme que se dispute la droite, la gauche et que nombre de militants souhai- tent maintenir loin du débat partisan.</p> | | <p>Séparés par des querelles de forme → font des déclara- tions qui sur le fond vont dans le même sens.</p> <p>Rien de fondamen- tal mais surtout la pesanteur des cheminements his- toriques.</p> <p>L'Ecologie ce n'es pas seulement l'ar de savoir se rouler dans l'herbe, jouer de la guitare entr deux massifs de tu lipés dans une rue piétonne,... c'est tout ce qui touche l'environnement.</p> |
| <p>avoir si les élus doivent s'occuper de la vie quotidien- ne à la place des citoyens, ou aider les citoyens à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires.</p> | | | | | |

NORD MATIN

| EXCLUSIONS | PREFERENCES | EQUIVALENCES | HOMOLOGIES "juste milieu" | STRUCTURES TERNAIRES | RESTRICTIONS "Oui, mais..." |
|--|---|--|------------------------------|--|--|
| <p>la conjoncture est au plus bas / nous avons cherché à développer une saine animation.</p> | <p>Mais c'est moins sur les problèmes des ressources des communautes et départements qu'on voudrait insister, que sur l'impact des équipements.</p> | <p>Outre la brillante réélection de P. Mauroy, on apprendrait les victoires de G. Chatillez...</p> <p>Ni sur l'importan- ce, ni sur les choix des moyens de sa campagne</p> <p>Son caractère dispendieux en même temps que diffamatoire.</p> | | <p>M. BLARY - M. LEHEMBRE ↙ ↘ G. CHATILLET</p> <p>M. BERAUD (R.P.R) - M. WALGOUZON (mairie sortant) ↙ ↘ M. WILQUIN (P.S)</p> | <p>Pas de consigne de vote, néanmoins penchent nettement à gauche.</p> <p>Une douzaine de succès aux dépens de la droite, mais la plupart de ces communes ne sont pas présentes au Conseil Régional.</p> |
| | | <p>L'établissement va connaître une entrée en force de la gauche d'une part du fait des listes d'union, de l'autre en raison des victoires remportées à Tourcoing, Villeneuve...</p> | | | |

IV - LA NORME

L'analyse de la relation qui existe entre la norme, le principe et l'application de celle-ci, apporte peu d'éléments nouveaux. Tout au plus apparaît la scission entre les journalistes militants et les autres.

Les affirmations de Claude Bogaert et Jacques Estager, sont plus péremptoires, plus normatives que celles de Georges Sueur et Philippe Laidebeur. La proposition de Claude Bogaert "lorsque les élections législatives de 1978 auront confirmé et amplifié les succès de la gauche" contraste assez nettement avec une autre proposition de Philippe Laidebeur : "les partis de l'union de la Gauche approchent d'une victoire possible aux législatives."

VOIX DU NORD

| PRINCIPE | APPLICATION |
|--|---|
| <p>Ces écologistes ne sont décidément pas des candidats comme les autres.</p> <p>Les partis de l'Union de la Gauche approchent d'une victoire possible aux législatives.</p> | <p>On ne se quittera pas avant d'avoir dansé quelques bourrées et quelques guigues.</p> <p>Modération affichée.</p> |

NORD ECLAIR

| PRINCIPE | APPLICATION |
|---|---|
| <p>Pour M.Ségaré, ils (les communistes) n'ont pas changés.</p> <p>Il est aussi difficile de s'expliquer sur si peu de temps.</p> <p>La première erreur a peut-être été d'attaquer "une liste socialo-communiste" qui n'apparaissait pas telle aux électeurs</p> | <p>Il cite quelques exemples sur le Portugal où il vient d'aller.</p> <p>Et chacun s'empresse de marquer des points.</p> <p>Il (M. Ségaré) n'a pas été entendu.</p> |

LIBERTE

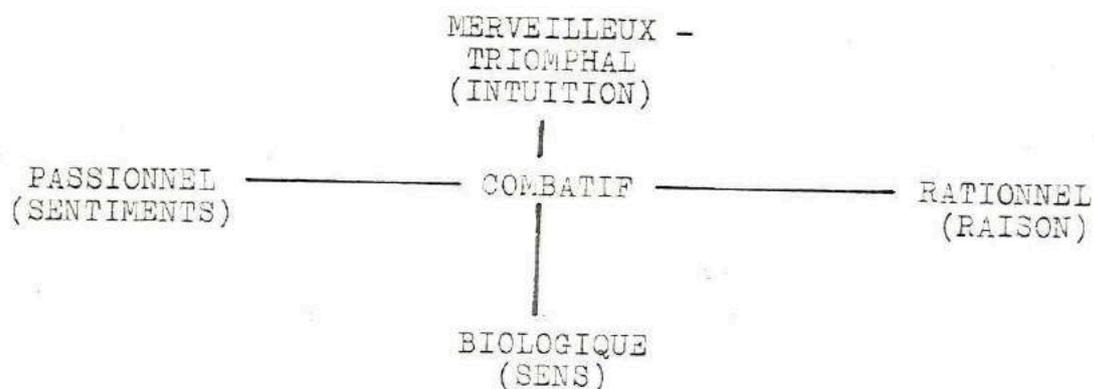
| PRINCIPE | APPLICATION |
|---|--|
| <p>Elle (la coalition de droite) voit se profiler à l'horizon des prochaines législatives, le spectre de la défaite.</p> <p>Chirac et Giscard, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. La gauche a en face d'elle des forces résolues à défendre cette société de l'argent...</p> <p>Il (M. Schumann) s'entête à poursuivre dans la voie d'une politique malfaisante.</p> | <p>Elle multiplie donc les manoeuvres azimuts.</p> <p>Le devoir des forces de gauche est de resserrer leur cohésion et leur union.</p> <p>C'est aux électeurs lillois qu'il appartiendra de le mettre sur la touche, dimanche prochain</p> |

NORD MATIN

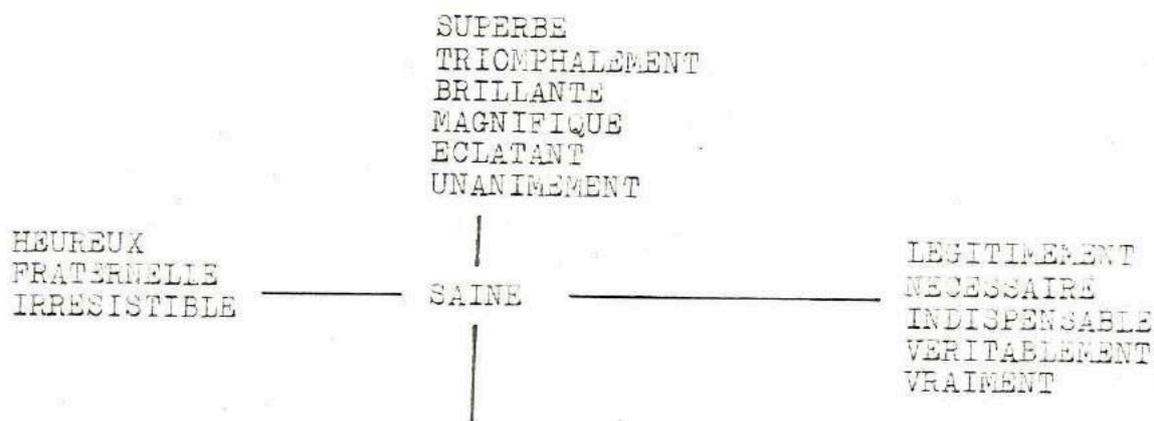
| PRINCIPE | APPLICATION |
|--|--|
| <p>La droite, c'est vrai, ne se renouvelle pas.</p> <p>Lorsque les élections législatives de 1978 auront confirmé et amplifié les succès de la gauche,</p> | <p>Prenez Dunkerque par exemple, le maire sortant RPR n'hésite pas à accuser la CUD de coûter trop cher à sa commune.</p> <p>Cette région connaîtra véritablement plus de justice et de liberté et de responsabilité</p> |

V - LES QUALIFICATIFS

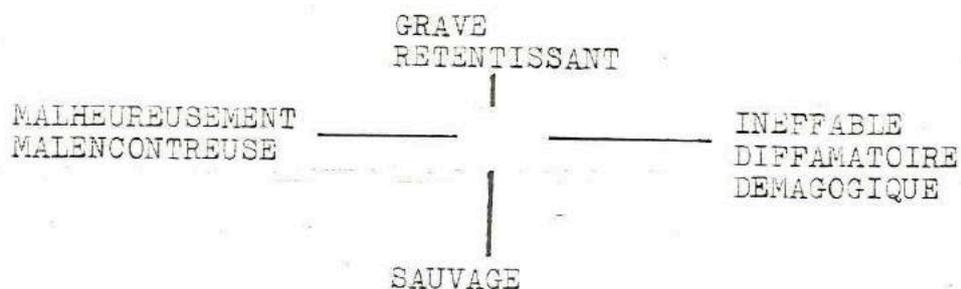
La lecture des qualificatifs permet de déterminer les différents registres auxquels se réfère le journaliste. Le merveilleux, le combatif, le passionnel, le rationnel, le biologique constituent ces registres et peuvent s'harmoniser selon le schéma suivant :



Pour Claude Bogaert -Nord Matin- le registre dominant est le triomphal. Cette constatation, si on la réinsère dans son contexte n'a rien d'étonnant : le P.S. a remporté une nette victoire aux élections municipales de 1977.

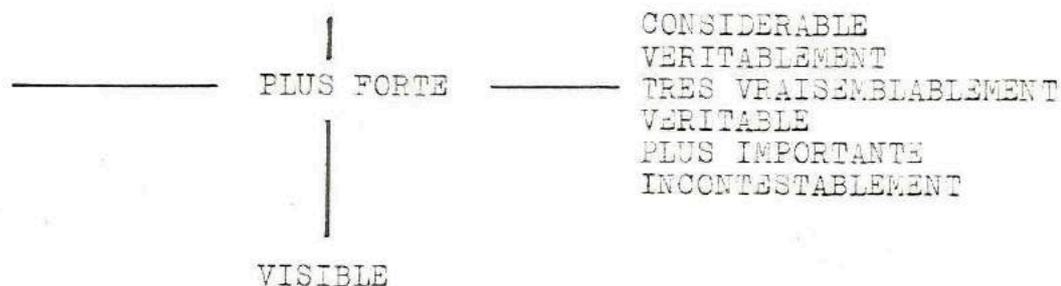


En reproduisant le même schéma, mais cette fois, pour les termes dépréciatifs, on obtient :



De ce dernier schéma, il ressort -peu nettement, avouons-le- que le rationnel ou l'irrationnel constitue le poste essentiel. Cela signifie que le raisonnement est utilisé surtout pour une critique négative et qu'il s'efface derrière le triomphal dans le domaine positif.

A l'opposé, Georges Sueur -Nord Eclair- se montre beaucoup plus critique dans le sens positif. Le domaine du sensible ou du merveilleux est inexistant. Les qualificatifs de l'ordre du combattifs ou ^{du} biologique sont négligeables.

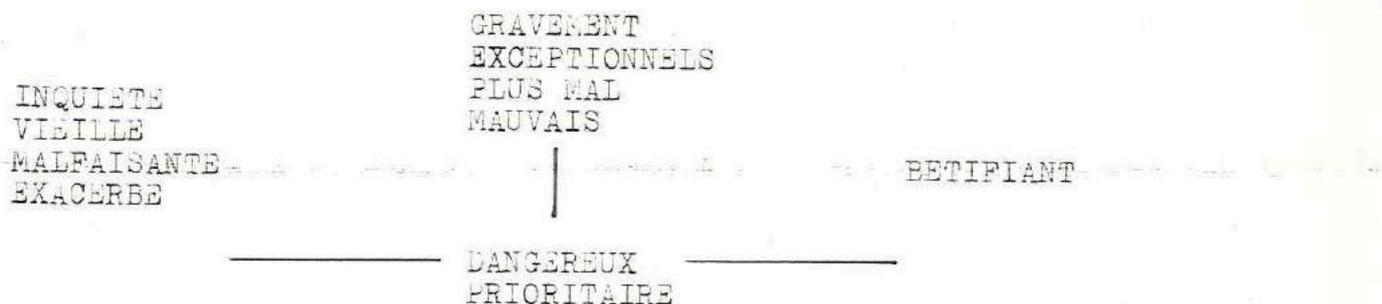


De manière toute aussi significative, Georges Sueur emploie peu les qualificatifs dépréciatifs. Il révèle par là une propension à ne rien tenir, ⁿⁱ les faits ni les hommes, pour tragiques ou méprisables : le rationnel dans toute sa dimension.

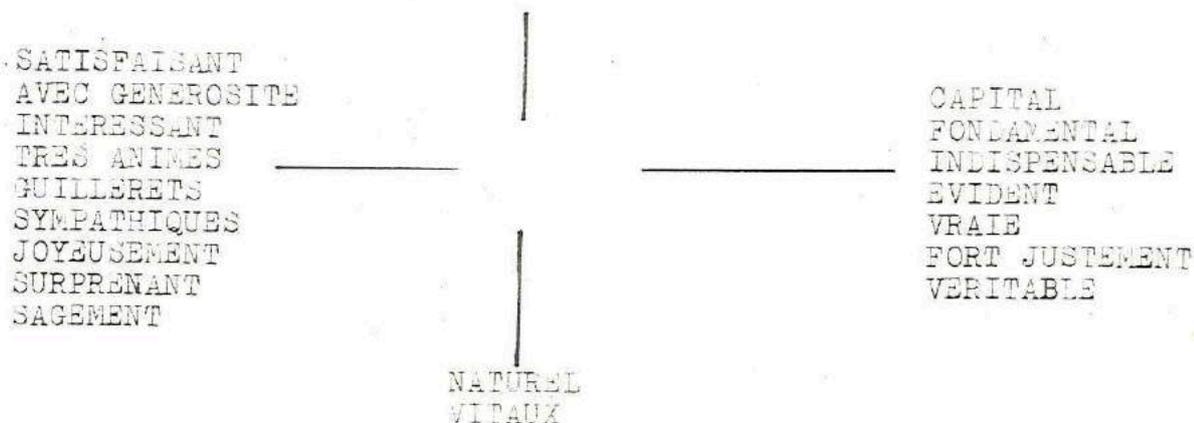
Avec Jacques Estager de Liberté, prédomine une autre forme de rationalisme, nuancée par le registre des termes combatifs : "dominantes", "général", "dangereux", "prioritaire".



Le schéma des termes dépréciatifs reflète particulièrement bien l'idéologie communiste : on se méfie de la part du coeur sans la négliger. La référence aux sentiments s'effectue par conséquent au plan négatif.



Philippe Laidebeur (Voix du Nord) équilibre le sentimental et le rationnel. Point de triomphalisme ni de combativité, l'information doit garder un caractère d'"apolitisme". Sur le plan négatif, s'impose la même réflexion que celle faite à propos de Georges Sueur : rien n'est tragique ou méprisable.



VI - LES MAXIMES

Cette dernière analyse permet de relever les déclarations qui font autorité dans l'article : les maximes , les aphorismes. Jacques Estager a incontestablement le langage le plus riche en maximes. Chacun de ses articles comporte un ou plusieurs aphorismes qui contribuent à donner force et vigueur à l'article.

On peut relever entre autre :

"Si les choses allaient si bien, il ne serait pas nécessaire de le crier si fort".

"Le devoir des forces de gauche est de resserrer leur cohésion et leur union avec le seul objectif de battre la droite, toute la droite et d'aller demain au gouvernement pour appliquer le programme commun, tout le programme commun".

"Chirac et Giscard, c'est bonnet blanc et blanc bonnet".

"Puisqu'il s'entête à poursuivre dans la voie d'une politique malfaisante, c'est aux électeurs lillois qu'il appartiendra de le mettre sur la touche".

"Il s'agit maintenant en renforçant cette union de préparer les succès du second tour".

"La démagogie a coulé à plein bord".

"L'indice des prix a été trituré".

"Cette majorité est déjà minoritaire dans le pays".

Le journaliste de Liberté fait largement confiance aux statistiques qu'il cite parfois à l'appui d'une démonstration : l'indice des prix, 16 millions de salariés, 52 % des suffrages à l'union de la gauche...

Ces statistiques s'imposent comme allant de soi ; elles sont "neutres", seuls les utilisateurs ne le sont pas (l'indice a été trituré).

Dans Nord Eclair, Georges Sueur use d'un langage moins péremptoire, il est néanmoins possible de relever :

"On sent que l'échéance approche. On a monté d'un ton hier encore dans la campagne à Lille".

"Le score est on ne peut plus net".

"Victoire personnelle incontestablement pour M. Mauroy, mais aussi, en raison même de la campagne menée par M. Ségard, victoire de l'union de la gauche à Lille".

"Le conseiller municipal moyen : un fonctionnaire de 47 ans".

Mais, il est plus évident de constater la référence constante du rédacteur aux élections municipales de 1971. La relation du quotidien à l'histoire ne manque effectivement pas d'intérêt et dénote une intention de s'éloigner du feu de l'évènement, souvent aveuglant pour qui veut exercer sa critique.

Pour Philippe Laidebeur, la référence constante n'est pas l'histoire mais l'écologie dont on trouve la définition :

"l'écologie -on l'oublie trop souvent- ce n'est pas seulement l'art de savoir se rouler dans l'herbe, jouer de la guitare entre deux massifs de tulipes dans une rue piétonne, ou faire le tour de Lille à bicyclette. L'écologie c'est tout ce qui touche à l'environnement de l'homme : c'est le logement, les espaces verts, mais aussi les conditions économiques qui régissent l'ex-

istence". Une définition qui irait tout aussi bien au mot "politique"... La référence reste floue.

D'autre part, on constate dans la Voix du Nord que les guillemets interviennent fréquemment pour donner la parole aux candidats. Cela n'apporte pas toujours une information supplémentaire et malheureusement, ne fournit pas l'occasion d'une critique.

Claude Bogaert est peu attiré par les maximes ou aphorismes. Son écriture est sobre. Peu de références si ce n'est à la gauche et surtout au parti socialiste qui se retrouve dans chacun des articles.

Somme toute, au travers des interviews et des analyses de contenu, il est difficilement possible d'entrevoir le germe d'un néo-journalisme. Au cours des interviews, nos interlocuteurs ont centré leur réflexion sur la fonction informationnelle et la fonction idéologique du journaliste mais ne se sont pas vraiment sentis concernés par la fonction critique.

Leur désir affiché de démystifier le pouvoir ne nous empêche pas de constater dans le contenu des articles une mystification : la défense d'une morale, d'une idéologie. Le journaliste conserve donc son pouvoir sur le lecteur et en retour le lecteur garde le sien sur le journaliste.

Mais face aux exigences nouvelles de la société, la voie d'un néo-journalisme est tracée.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I OUVRAGES GENERAUX

- 1 - Olivier Burgelin Communication de masse Ed. Denoël
- 2 - Violette Morin L'écriture de presse ED. Mouton et Cie
- 3 - Albert Kientz Pour analyser les media Ed. Mame
- 4 - Jules Gritti L'évènement. Techniques d'analyse de l'actualité
Ed. de Fleurus
- 5 - Marc Paillet Journalisme, fonctions et langage du quatrième pouvoir
Coll. Regards sur le Monde, Ed. Denoël
- 6 - A.Sauvy, P.Ricoeur, A.Savary, L.Hamon, F. Perroux Bilan de la France 45/70
Ed. Plon
- 7 - B. Truck, H. Allainmat La presse et l'information Coll. Tout savoir sur
Ed. Filipacchi
- 8 - R. Barthes Mythologies Coll. Point Ed. Seuil
- 9 - J.-B. Fages Comprendre Levi-Strauss Coll. Pensée Ed. Privat
- 10 - C. Levi- Strauss Anthropologie structurale Ed. Plon
- 11 - Jean Piaget Le structuralisme Coll. Que sais-je ? Ed. PUF
- 12 - Tchaïkhotine Le viol des foules par la propagande politique
- 13 - J.-M. Domenach La propagande politique Coll. Que sais-je ? Ed. PUF
- 14 - R.-G. Schwartzenberg Sociologie politique Coll. Université nouvelle
Ed. Monchrestien
- 15 - E. Tofler Le choc du futur Coll. Médiations Ed. Denoël
- 16 - C. Ledré Histoire de la presse Coll. les Temps et les Destins
Ed. Fayard

II ARTICLES ET REVUES

- Presse actualité n° 77, 78, 79, 83, 84, 85, explications de l'analyse de contenu
n° 115, le néo-journalisme américain
- Communication n° 9 La Censure, n° 14 la politique culturelle
- Esprit fév. 71 article de R. Dutheil
oct. 77 article de R. Pucheu, Cinq préalables à une doctrine de l'information
- Encyclopedia Universalis article Jugement

DANS LE NORD - PAS-DE-CALAIS :

VINGT MAIRES DE GRANDES VILLES RÉÉLUS

La Gauche peut conquérir plusieurs communes de Droite

AU soir du premier tour des élections municipales, vingt maires de communes de quelque importance dans le Nord et le Pas-de-Calais, avaient retrouvé leurs sièges. Vingt, ou trente, ou cinquante peut-être, notre tableau ci-dessous, inévitablement incomplet, en présente cependant un échantillonnage significatif.

Arthur Notebart à Lomme, Gérard Haesebroeck à Armentières, Arthur Cornette à Hellemmes, Alain Faugaret à Wattrelos, Armand Moriss à Hazebrouck, Pierre Prouvost à Roubaix où il prend brillamment la relève de Victor Provo, André Laurent à Wahagnies (Nord), André Delelis à Lens, Jacques Piette à Henin-Beaumont, Michel Darras et Léon Fatous à Arras, Guy Lengagne, successeur d'Henri Henneguelle à Boulogne, Henri Darras à Liévin, Bernard Chochoy à Lumbrès (Pas-de-Calais), tout élus ou réélus dimanche, où ils conduisaient des listes socialistes homogènes ou des listes d'union de la Gauche, ont souvent fait mieux qu'égaliser leurs scores personnels de 1971. Des qualités d'administrateurs unanimement reconnues par la population en même temps qu'une volonté politique exprimée par les électeurs de s'opposer à un

Pouvoir anti-social, ici comme dans le reste de la France où la poussée de la Gauche unie reste le fait le plus caractéristique, ont valu ces succès aux maires sortants.

Qu'ils veuillent bien trouver ici nos fraternelles félicitations auxquelles nous associerons, bien entendu, tous les élus de la Gauche - on ne saurait tous les nommer - qui, dès dimanche soir, ont repris possession de leurs mairies et nous pensons notamment à M. Jean-Jacques Barthe, qui a encore creusé l'écart de la Gauche à Calais.

Du reste, si la Gauche doit malheureusement enregistrer la perte de deux grandes villes dans le Nord : Cambrai et Maubeuge, dans les circonstances que l'on sait, il faut se réjouir qu'à Villeneuve d'Ascq, Gérard Caudron (P.S.), à la tête d'une liste d'Union de la Gauche, renouvelant un succès personnel aux partielles de l'an dernier, enlève à la Droite, la mairie d'une "ville qui monte".

Le fait n'est d'ailleurs pas isolé puisqu'au second tour, plusieurs bastions de la majorité présidentielle pourraient également tomber, comme le montre notre second tableau

consacré aux ballotages favorables à la Gauche.

A Béthune, le jeune candidat Jacques Mellick, à la tête d'une liste socialiste homogène, qui obtient près de 33 % des suffrages, se place en tête de toutes les formations en présence, distanciant la liste du Dr Breynaert, maire sortant, de quelque 1.200 voix et celle du député communiste Edouard Carlier de 700 voix environ et celle de M. Delelis (R.P.R.) de plus de 2.200 voix. Jacques Mellick, le vainqueur de ces primaires, doit être élu maire de Béthune dimanche prochain après les discussions qui ne vont pas manquer de s'ouvrir entre partis de Gauche en vue du second tour.

Espoirs sérieux pour la Gauche unie, aussi, à Tourcoing où M. Blary, député R.P.R. et successeur de M. Lecocq, "rend plus de 600 voix à Guy Chatiliez (P.S.), bon premier d'une élection triangulaire qui mettait également en scène une seconde liste de Droite conduite par un adjoint sortant, M. Lehembre. Ce dernier, qui ne s'entendait guère avec M. Blary du temps où ils siégeaient tous deux dans la municipalité U.D.R. de Tourcoing, totalise 7.233 voix contre 18.875 à Guy

Chatiliez et 18.232 au député R.P.R. Sauf à ce que M. Lehembre décide de se maintenir au second tour, c'est, bien sûr, son électorat qui fera la décision dimanche prochain.

Saint-Omer, avec Jean Saint-André, et Berck, avec M. Wilquin, peuvent également être enlevées à la Droite. Dans une élection triangulaire l'opposant à M. Béraud (R.P.R.) et à M. Malgouzo maire sortant de Berck, M. Wilquin (P.S.) arrive avec, respectivement, plus de 500 et 1.200 voix d'avance. Le report des voix du maire sortant au second tour sera déterminant. Jean Saint-André à Saint-Omer est, aussi, en tête de tous les candidats, distanciant notamment M. Senelart, maire sortant. On suivra avec beaucoup d'intérêt l'issue de cette consultation dans un fief de la Droite, le 20 mars.

Plusieurs autres ballotages sont favorables à la Gauche, comme à Ronchin, à Fourmies etc... tandis que, dans la capitale de la Région, les Lillois s'appretent à réélire triomphalement leur maire Pierre Mauroy (score prévu : 55 % au second tour) aux dépens de M. Norbert Segard auquel on n'accorde plus l'ombre d'une chance...

C. B.

MARDI 15 MARS 1977
NORD MATIN

**LE FAIT
REGIONAL**

LES COMMUNAUTÉS URBAINES ET L'EMPLOI

ARTHUR NOTEBART, mardi à Lille, Albert Denvers hier soir à Dunkerque, viennent de présenter le bilan de leur mandat communautaire pour la période de 1971 à 1977.

Il est éloquent au niveau des équipements qui, en six années, sont venus donner une dimension nouvelle à la qualité de la vie ; il témoigne aussi du « rôle discret mais réel », comme le qualifie le président Notebart en exergue de son ouvrage, joué par les établissements publics communautaires, le premier imposé par la loi de 1968, le second volontaire, dans la vie économique de la région.

« Il est, en effet, incontestable, écrit celui qu'on a souvent surnommé « la locomotive » de la C.U.D.L. avant, sans doute, de donner son nom à un métro lillois nommé... Arthur, que l'importance des travaux exécutés a contribué au maintien d'un certain taux d'emploi ». C'est vrai et si l'on n'en est plus tout à fait resté à la définition d'Augustin Laurent, premier président de la Communauté urbaine de Lille, exprimant les réticences des élus devant ce qu'ils considéraient légitimement comme une atteinte à leurs prérogatives de maires, un simple parcours dans la Métropole Nord ou autour de Dunkerque permet à l'évidence de constater que les communautés ont parfaitement rempli leur contrat.

Du reste, avec un mérite d'autant plus éclatant que les E.P.C. en sont toujours réduits à partager les difficultés bien connues des collecti-

vités locales, justifiant par là l'existence d'un mal que le maire honoraire de Lille avait diagnostiqué il y a dix ans : « La superposition de misères n'a jamais créé la fortune ».

On n'en est malheureusement pas sorti, les Communautés attendant toujours l'attribution de ces premiers crédits spécifiques promis pour la première année de leur entrée en fonctionnement.

Mais c'est moins sur le problème des ressources des communes, des Communautés et des départements, auquel un spécialiste, Gérard Haesebroeck, député-maire d'Armentières, vice-président du Conseil général du Nord et de la Communauté urbaine de Lille, vient d'ailleurs de consacrer dans ces colonnes, qu'on voudrait insister ici que sur l'impact des équipements communautaires : opérations de voirie, d'assainissement, d'aménagement, etc... dans la vie économique du Nord - Pas-de-Calais et, plus particulièrement, au niveau de l'emploi.

« Alors que la conjoncture était au plus bas, vient notamment de déclarer Pierre Mauroy, député-maire de Lille, au cours de sa campagne, nous avons refusé de rester les bras croisés et avons, au contraire, cherché à développer une saine animation économique dans notre ville, comme sur le territoire communautaire ».

Sait-on, par exemple, que le chantier du futur métro lillois occupera mille ouvriers de la région pendant quatre à cinq ans ? Que celui du « Nouveau Siècle », heureux relais d'une malencontreuse initiative pri-

vée qui a abouti à un échec retentissant, en mobilisera des centaines d'autres pour sa construction, sans compter les emplois tertiaires induits par la création des locaux professionnels auxquels le nouveau projet a su faire une part plus juste et plus humaine ? Que même le stade de football Grimonprez, dans lequel certains s'obstinent à voir un « double » du stade omnisports Stadium Nord à Villeneuve-d'Ascq, fut non seulement à l'origine d'un superbe équipement pour la ville, mais encore générateur de nombreux emplois pendant ses travaux de transformation ?

En bien, alors que la situation de l'emploi n'a jamais été aussi grave au plan national, vous aurez sans doute du mal à croire que le démagogue challenger de Pierre Mauroy à la mairie de Lille, M. Norbert Segard pour être précis, fait précisément campagne sur ces trois thèmes, allant jusqu'à parler de « gaspillage » des deniers lillois — et il s'agit, bien entendu, d'argent communautaire, ce placement auquel les propres amis politiques du secrétaire d'Etat aux P.T.T. dans le conseil de Communauté ont toujours souscrit à l'unanimité, qu'il s'agisse du métro dont le ministre des Transports (où est donc la solidarité ministérielle ?) vient de souhaiter qu'il soit présent à une exposition internationale sur les transports, du « Nouveau Siècle » « récupéré » par Arthur Notebart, malgré une manœuvre de diversion de M. Segard auprès des conseillers communautaires de la droite, ou encore du Stadium Nord...

Mis en cause par M. Segard, Pierre Mauroy comme Arthur Notebart, viennent d'ailleurs de le sommer à nouveau de s'expliquer en public, l'ineffable secrétaire d'Etat préférant escamoter le débat en proposant de déléguer deux de ses lieutenants : un technocrate et un « arriviste », journaliste, de son état qui, reniant ici ses convictions profondes, nie son talent — reconnu — au service de bien basses besognes.

Mais on aura déjà compris qu'entre un poste de maire de Lille et l'aggravation du chômage local, M. Norbert Segard a déjà choisi.

La droite, c'est vrai, ne se renouvelle pas. Prenez Dunkerque, par exemple. La Communauté urbaine, sous l'impulsion du président Albert Denvers, y a mené une action en direction de l'environnement d'autant plus nécessaire qu'une industrialisation sauvage faisait courir les pires risques au site. Demain, on y disposera même d'un port de plaisance dans l'ancien bassin du commerce.

M. Prouvoveur, le maire sortant R.P.R., auquel Roger Fairise s'affrontera (victorieusement) le 13 mars, à la tête d'une liste de la Gauche unie, ne parle pas de « gaspillage », lui. Mais, au mépris de l'indispensable principe de la solidarité communautaire, dont Dunkerque a d'ailleurs largement profité pour sa part, il n'hésite pas à accuser la C.U.D. de coûter trop cher à sa commune...

Claude BOGAERT


**LE FAIT
REGIONAL**

La majorité de Gauche à la Région Nord - Pas-de-Calais sort renforcée des municipales

LES répercussions des élections municipales renforceront encore l'audience des forces de progrès dans cette assemblée où, déjà, socialistes (54) et communistes (28) détiennent une très large majorité avec 82 sièges sur 108.

Il faut savoir que les seuls changements à attendre dans la composition du nouveau Conseil régional ne peuvent provenir principalement que des renouvellements des conseils municipaux et, dans une moindre mesure, de ceux des Communautés Urbaines de Lille et de Dunkerque.

Or, les seules villes de plus de 30.000 habitants, au nombre de 16 au total, sont directement représentées à l'assemblée régionale. Ce sont, pour mémoire, Arras, Boulogne, Calais, Cambrai, Douai, Dunkerque, Lens, Liévin, Lille, Marcq-en-Barœul, Maubeuge, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Villeneuve-d'Ascq et Wattrelos. Les élections municipales y ont amené peu de modifications ; la Gauche, en prenant les mairies de Tourcoing et de Villeneuve-d'Ascq à la Droite, a équilibré ses pertes à Cambrai et à Maubeuge, conquises par la Majorité présidentielle, dans les conditions que l'on sait. Reste, comme nous l'avons vu hier avec notre tableau des 89 principales communes de la région, que l'Union de la Gauche, et notamment le P.S., se sont taillés une douzaine de succès retentissants aux dépens de la Droite mais la plupart de ces communes ne sont pas présentes au Conseil régional.

Numériquement, pas de changements, donc, si la physionomie de l'assemblée doit néanmoins être modifiée par le départ et l'arrivée de plusieurs élus. On avance déjà des noms. A Lille, le successeur d'Augustin Laurent, maire honoraire, qui ne se représenterait plus, doit être désigné cette semaine ; à Roubaix, Pierre Prouvost, élu maire dimanche dernier, aurait décidé de conserver son mandat au Comité économique et social régional et serait représenté par le Dr Etienne Savinel, qui siègeait déjà au Conseil régional ; à Tourcoing, l'élection de Guy Chatilliez a éliminé le représentant de la municipalité R.P.R. sortante, M. Patrick Delmatte. Le nouveau maire de Tourcoing siégeant précédemment à titre de délégué du Conseil général du Nord, l'assemblée départementale va devoir désigner un nouvel élu. Inversement, Guy Lengagne, le premier magistrat boulonnais, continuera de participer aux travaux de l'Assemblée régionale au titre de délégué du Conseil général du Pas-de-Calais tandis que la Ville de Boulogne sera représentée par Claude Allan, qui succède à Jean Beaufret. Délégué du Conseil général du Pas-de-Calais, Jacques Mellick le restera puisque Béthune, qu'il a conquise dimanche dernier, n'est pas présente au Conseil régional, sa population n'atteignant pas 30.000 habitants. A Villeneuve-d'Ascq, enfin, M. Vandermaière disparaît au profit probable de Gérard Caudron, le nouveau maire de cette commune. Notons encore qu'à Cambrai, M. Legendre,

qui siège déjà à titre de parlementaire, va devoir faire procéder à la désignation d'un délégué municipal en remplacement de M. Raymond Gernez tandis que le Dr Pierre Forest demeurera certainement le représentant de Maubeuge.

Pas de modifications notables, enfin, à attendre du côté d'Arras, représentée par son maire, Léon Fatous, de Calais (M. Rémy Auchédé, M. J.-J. Barthe, député-maire, siégeant déjà comme parlementaire), de Douai (M. C. Fernain), de Dunkerque (M. C. Prouvoyeur), de Lens et Liévin (Jean Laloux et J.-P. Kuchelida) dont les maires respectifs, André Deléris et Henri Darras, sont aussi présents comme députés, de Wattrelos dont le maire est Alain Faugaret, mais Valenciennes devra désigner un nouveau délégué, M. B. Vinstock n'ayant plus été candidat à la mairie.

Qui des Communautés Urbaines de Dunkerque et de Lille ?

La C.U.D., outre son président Albert Denvers qui siège comme parlementaire, possédait un représentant, Roger Fairise, qui le restera fort probablement.

A la C.U.D.L., par contre, des modifications relativement importantes pourraient intervenir, qui auront inévitablement leurs répercussions sur la composition du Conseil régional. L'établissement public communautaire, que préside Arthur Notebart, député-maire de Lomme, va connaître une entrée en force de la Gauche, d'une part du fait des listes

d'Union qui ont souvent succédé aux anciennes coalitions centristes, de l'autre en raison des victoires remportées par Guy Chatilliez à Tourcoing, Gérard Caudron à Villeneuve-d'Ascq, Marc Wolf à Mons-en-Barœul, Gérard Vignoble à Wasquehal, Claude Gosselin à Faches - Thumesnil, Marcel Château à Comines, Jean-Claude Provo à Hem, etc...

La Gauche, qui ne détenait pas la majorité dans la Communauté Urbaine, va désormais occuper une soixantaine de sièges sur 90 et la physionomie de sa représentation au Conseil régional (6 élus) en sera, bien sûr, transformée.

Mais, là encore, il ne peut s'agir que de deux ou trois sièges, au plus.

Compte tenu de la relative faiblesse de la représentation des collectivités locales (Conseils généraux, Communes et Communautés, soit 56 sièges sur 108), cette Région dont Pierre Mauroy entend depuis trois ans faire l'interlocuteur privilégié du Pouvoir Central ne connaîtra véritablement plus de justice, de liberté et de responsabilité que lorsque, ici comme dans le reste de la France, les élections législatives de 1978 auront confirmé et amplifié les succès de la Gauche aux élections municipales et mis en place un Gouvernement vraiment soucieux de déconcentration et de décentralisation au profit d'une institution régionale porteuse des espérances de toute une région.

Et 1978, c'est déjà demain.

CLAUDE BOGAERT.

Dès 22 heures la nuit dernière, le succès prévisible de l'Union de la Gauche au second tour des élections municipales tournait au triomphe dans la région, confirmant par là les résultats obtenus au plan national.

En effet, outre la brillante réélection de Pierre Mauroy à Lille, face au candidat du Pouvoir, M. Norbert Segard, qu'il a distancé hier d'une dizaine de points, on apprenait successivement les victoires de Guy Chatiliez à Tourcoing, de Marc Wolf à Mons-en-Barœul, de Jacques Mellick à Béthune, de Jean Saint-André à Saint-Omer, de Jean-Claude Provo à Hem, de Claude Wilquin à Berck : dix mairies — au moins — conquises par la gauche sur des municipalités conservatrices qui ont également perdu Comines, Wasquehal et Billy-Montigny.

La victoire de Pierre Mauroy, député-maire sortant de Lille, président du Conseil Régional Nord - Pas-de-Calais, ne faisait plus aucun doute depuis dimanche dernier. Elle a été confirmée hier par un écart de 10 %, soit les trois-quarts des suffrages réunis le 13 mars par les listes d'extrême-gauche, qui avaient recommandé à leurs électeurs de se reporter sur le nom de Pierre Mauroy et des écolo-

gistes qui sans donner de consignes de vote à leur électoral, penchaient néanmoins nettement à gauche. Magnifique succès du premier magistrat lillois et de ses coéquipiers adhérant au Programme Commun de la Gauche, une réussite d'autant plus éclatante que son challenger à la mairie de Lille n'avait guère lésiné — à coups de centaines de millions ! — ni sur l'importance, ni sur les choix des moyens de sa campagne et son caractère dispendieux en même temps que diffamatoire se sera finalement retourné contre lui.

A Tourcoing, Guy Chatiliez récolte aujourd'hui les fruits d'une action persévérante qui a conduit le Parti socialiste au premier rang des formations politiques dans sa ville. Opposé à M. Henri Blary, député R.P.R. et ancien premier adjoint de M. Lecocq, qui ne se représentait plus, il l'emporte à la tête d'une liste unitaire, avec 52 % des voix. Arrivé en tête des trois listes en présence dimanche dernier avec 43,5 %, il améliore son score de près de 9 points et il n'est pas douteux que beaucoup des électeurs de M. Edmond Lehembre au premier tour (16 %), ont fait bloc sur le nom du futur maire socialiste de Tourcoing.

Mons-en-Barœul s'est donné hier un jeune maire de 27 ans, Marc Wolf, dont le militantisme est bien connu des Socialistes du Nord. Conduisant, dans cette commune de près de 30.000 habitants, une liste d'Union de la Gauche, il réalise un score de 52 % contre le Dr. Vouters en faveur duquel M. Verrue, maire sortant, classé en troisième position, dimanche dernier, s'était désisté. Le succès de Marc Wolf confirme la progression enregistrée, d'élection en élection, par la gauche dans cette ville.

A Hem, où une liste unitaire avait manqué de peu la majorité absolue au premier tour, c'est Jean-Claude Provo, le fils du sénateur-maire honoraire de Roubaix qui l'emporte face à M. Michel Delplanque tandis que la gauche enlève les mairies de Wasquehal à M. Herman, grâce à une poussée irrésistible (41,5 % des voix le 13 mars !) et de Comines à M. Michel Rubben, qui comptait le ministre Maurice Schumann pour co-équipier en 1971. Notons au passage que, présent cette fois sur la liste de M. Segard à Lille, M. Schumann est encore battu après avoir dû céder son mandat de député à Gérard Haesebroeck, maire d'Armentières.

Dans le Pas-de-Calais, où les résultats ont été un peu plus longs à « tomber », on a eu vers 23 heures, par la voix même de Pierre Mauroy, confirmation de brillantes élections de Jacques Mellick, conseiller régional à Béthune, et de Jean-Saint-André à Saint-Omer, deux municipalités qui votaient traditionnellement à droite ou au centre, dont ils seront les premiers maires socialistes. Claude Wilquin, comme les précédents classé en tête du scrutin de ballottage à Berck, l'a emporté sur J. Béraud, député R.P.R., qui avait lui-même distancé M. Malgouzo, maire sortant C.D.S., au premier tour. Les scrutins ont généralement été assez serrés dans ces communes, tandis qu'à Béthune, J. Mellick a rassemblé plus de 60 % des suffrages sur son nom.

On peut encore se féliciter de l'élection ou de la réélection de listes de gauche à Billy-Montigny, à Oignies, à Lillers et à Bailleul (l'heure où tombe cette première édition les résultats d'ensemble sont encore loin d'être connus), exprimant un succès qui, pour notre région, pourrait bien être assimilé à un « raz de marée » de la gauche.

C. B.

CLAUDE ROBERT

LUNDI 21 MARS 1977
NORD MATIN

Ballottage favorable pour M. Mauroy député-maire sortant à l'issue de ce premier tour. Il fait en effet 45,57% des voix contre 41,56% à son principal adversaire le secrétaire d'Etat aux PTT, M. Norbert Segard.

Si l'on compare avec les résultats de 1971, on enregistre un recul apparent de la gauche, alors que M. Segard ne fait pas progresser la majorité et la droite. Cela n'est pas aussi simple. En 1971 M. Laurent avait obtenu 40,43% des voix, à la tête d'une liste socialiste et centriste. M. Ortoli, pour la Majorité avait obtenu 39,33%. Quant au PCF qui se présentait seul, il enregistrait 14,98% des voix.

M. Segard refait pratiquement le même score que M. Ortoli au premier tour, car sur sa liste il compte des représentants de la liste d'extrême droite, l'ARIL qui, en 71, avait obtenu un score de 2,09%.

Quant à M. Mauroy il semble que son alliance avec le P.C. ne lui ait pas fait perdre véritablement de voix sur son centre mais plutôt que l'on assiste à une dispersion des voix sur sa gauche. Car très vraisemblablement les 13% des voix qui se sont portés au premier tour sur la liste écologique autogestionnaire et surtout sur la liste d'extrême gauche se reporteront dans leur grande majorité sur la liste de l'Union de la Gauche.

Etsi les 6,49% des écologistes-autogestionnaires étaient plus ou moins prévisibles (Le PSU qui participe et soutient cette liste avait obtenu en 71, 3,01%) on peut quand même remarquer «qu'électoralement les écologistes n'ont pas réalisés la percée à laquelle ils s'attendaient». En se «gauchissant» par l'alliance avec le PSU, ils rebutaient par la même certains «Amis de la terre» pas tout à fait convaincu par les thèses de l'autogestion. Ils ont fait un choix politique contrairement à leurs homologues parisiens, et ils l'ont certainement payé de quelques voix.

Quant à la liste d'extrême gauche c'est la seule véritable surprise de ce premier tour. Nul, par même eux, très certainement ne pouvait imaginer un pareil score : 6,38% ! Alors qu'on ne pronostiquait pour eux qu'au maximum 2% ils ont réussi à tripler ces prévisions. Et les explications ne manquent pas sur ce score. Tout d'abord au milieu de cette crise économique que nous traversons, ils étaient les seuls à présenter des chômeurs. Ils avaient également beaucoup de candidats «travailleurs» sur leur liste. Alors certaines voix se sont peut-être reportées sur eux pour montrer aux deux principaux candidats la réalité de

leurs problèmes. Et d'autant plus que leur liste s'intitulait «Pour le socialisme».

Enfin, il faut signaler que si le nombre des inscrits était pratiquement le même qu'en 1971 (100.170 contre 100.176) la participation électorale par contre a été plus importante 69.081 contre 68.191.

CE QU'ILS ONT DIT :

M. PIERRE MAUROY : «M. Segard est battu après avoir mené une campagne comme nous n'en avons jamais vu à Lille. Il réalise l'un des plus mauvais score de la droite depuis 20 ans. Dès maintenant le deuxième tour commence et il faut rassembler toutes les voix de la gauche. C'est pourquoi je lance un appel à toutes les formations de gauche, aux démocrates et aux jeunes pour faire que cette victoire soit celle de la jeunesse, de la gauche et de la démocratie».

M. NORBERT SEGARD : «M. Mauroy réalise un score lamentable, c'est la répulsion des Lillois vis-à-vis de l'Union de la gauche. Et dans les 13% réalisés par les écologistes et l'extrême gauche on retrouve cette même répulsion pour cette alliance socialo-communiste et aussi la même critique fondamentale sur la gestion de Lille».

En 1971, si on réunit les voix communistes et socialistes, puisqu'ils présentaient deux listes, ils avaient près de 56%, ils sont actuellement à 45%. En ce qui me concerne, M. Ortoli faisait 39% j'en fais près de 42% actuellement. Le combat peut très bien se faire au deuxième tour.

M. ALAIN BOCQUET (PC) : «Compte tenu de l'importance de la campagne menée par M. Segard sur ce thème il faut constater que l'anticommunisme recule y compris dans certaines couches de la société lilloise». D'autre part, M. Segard est loin d'avoir réalisé le score de M. Giscard d'Estaing à Lille. Il perd en effet 10 points par rapport aux résultats des élections présidentielles. La gauche désormais est largement majoritaire à Lille !»

M. WAILLY (Extrême Gauche) : «Ainsi que nous l'avons déjà dit, notre objet est de battre la droite. Aussi nous appellerons à voter dimanche pour la liste de l'Union de la gauche».

GEORGES JUBER

DIMANCHE 13 MARS 1977

NORD ECLAIR

MM. MAUROY ET SEGARD A R.T.L. Télescopage dans un wagon

A vrai dire, on n'a rien appris de nouveau lundi soir au cours du débat qui, dans le train-forum de R.T.L., opposait pour une courte demi-heure MM. Segard et Mauroy. Dans ces wagons tapissés d'étoffe parme, une cinquantaine d'invités étaient présents. M. Jean Carlier animait cette troisième confrontation sur les ondes entre les deux concurrents pour la mairie de Lille. D'entrée M. Mauroy attaqua les trois dossiers que M. Segard développe dans sa campagne : le Diplodocus (M. Mauroy parle du «Nouveau Siècle» car il estime qu'il n'a rien à voir avec le Diplodocus dont il a demandé l'annulation du permis de construire), le stade et aussi le métro. Il a réitéré ses observations précédentes, notamment en affirmant ce que M. Segard n'a d'ailleurs pas contredit : «La ville n'a pas dépensé un sou pour le Diplodocus».

On passa allégrement sur le stade pour s'attarder un peu plus sur le métro... réalisation future.

M. Segard répondit en reprenant lui aussi des arguments déjà exposés beaucoup plus d'ailleurs sur le métro que sur le «Diplodocus» qui n'eut plus la vedette hier soir. M. Segard estime que la gestion de M. Mauroy est «celle du gaspillage et qu'il a privilégié les équipements de luxe à ceux dont les Lillois ont besoin». Il qualifie même cette gestion de «scandaleuse». M. Notebart, président de la Communauté urbaine, qui était présent dans le wagon, s'est contenté d'une seule intervention alors que M. Segard parlait du métro : «Vous mentez, M. Segard». Celui-ci n'en a pas moins défendu son point de vue et affirmé qu'une décision de cette importance «avait été prise à la sauvette». Il s'attira une autre réplique de M. Mauroy : «Le gouvernement dont vous faites partie a pris position pour le métro de Lille, pourquoi être d'accord à Paris et pas à Lille?»

Mais le débat s'est surtout centré sur la participation des communistes à la municipalité. Rien de nouveau dans les arguments, là non plus : pour M. Segard l'entrée des communistes à la mairie préfigure leur arrivée au pouvoir en France, ils n'ont pas changé. Et il cite quelques exemples sur le Portugal où il vient d'aller. Pour M. Mauroy, l'un des grands mérites de l'Union de la gauche est d'avoir

justement amené une transformation du P.C. mais il s'élève surtout contre la «loi scélérate» qui empêche qu'aux municipales, dans les grandes villes, toutes les tendances puissent être représentées. «C'est votre gouvernement qui maintient cette loi», dit-il à M. Segard.

Tout cela ne rend pas compte de l'ambiance un peu chahutée de ce débat qui s'est achevé dans une certaine confusion. Une fin vraiment télescopée. M. Mauroy a attaqué très fortement «l'homme du gouvernement» qu'est M. Segard avec quelques répliques très sévères : «Je comprends maintenant pourquoi vous êtes devenu sous-ministre et pourquoi le président de la République vous laisse tomber même quand il vient à Lille...» M. Segard, moins bon «puncheur» n'était guère plus amène : «Vous perdez votre crédibilité politique avec les communistes et de gestionnaire par ce que j'affirme...»

Echanges de répliques sèches, renvois au dictionnaire. «Je ne suis pas l'élève devant l'instituteur...» «Vous n'êtes pas digne du cours préparatoire!», etc.

Il est aussi difficile de s'expliquer sur si peu de temps et chacun s'empresse de marquer des points. M. Mauroy a proposé un débat public devant les Lillois à M. Segard. Les émissions comme celle d'hier soir sont, en effet, très largement concurrencées par la télévision. M. Mauroy tient donc à ce que M. Segard s'explique dans une salle lilloise pendant toute une soirée. Le secrétaire d'Etat a jusqu'alors refusé cette confrontation. Tout au plus a-t-il accepté, hier, après l'émission, que son directeur de cabinet en discute avec son homologue auprès de M. Mauroy. Ce qui n'est pas encore un acquiescement.

Mais un autre personnage entre en scène : M. Notebart, le président de la Communauté, estime qu'il doit «répondre aux mensonges de M. Segard sur le métro». R.T.L. lui donnera donc l'occasion de s'expliquer. Mais lui aussi demande à M. Segard de venir ouvrir publiquement le dossier du métro dans une salle de Lille.

On sent que l'échéance approche. On a monté d'un ton hier encore dans la campagne à Lille.

G.S.

GEORGES CUEUR

MARDI 1^{er} MARS 1977

NORD ECLAIR

M. Jean Charbonnel, gaulliste d'opposition, a rencontré, hier à Lille, les leaders de la gauche régionale

110

ENCORE peu structuré, éparpillé en de nombreux groupes et associations, le courant des gaullistes de gauche s'organise. A quelques semaines des municipales, mais surtout, à quelques mois des prochaines législatives, dans un climat de crise nationale, les uns et les autres, séparés parfois par des querelles de forme, font des déclarations qui sur le fond vont dans le même sens : s'estimant héritiers naturels du gaullisme, ces hommes entrent en combat ouvert avec les orientations prises par le gouvernement giscardien ; prévoient des conséquences néfastes à la politique actuelle de la France ; condamnent l'évolution du R.P.R. et de ses actuels dirigeants ; se présentent comme les rassembleurs d'une quatrième composante de l'Union de la gauche, après nouvelle étude, adaptée aux problèmes de l'heure, du Programme commun.

Il y a une quinzaine de jours le vice-amiral Sanguinetti, le général Binoche, Léo Hamon lançaient dans la ville natale du général de Gaulle une « Coordination nationale » pour organiser la démarche des gaullistes vers la gauche. Hier, c'était M. Jean Charbonnel qui, à Lille, rendait visite à M. Pierre Mauroy, pour le P.S., M. Gustave Ansart pour le P.C. et M. Claude Catesson pour les Radicaux de gauche. Reçu par M. Menu, ancien député du Nord, avec qui il travailla au bureau exécutif de l'U.D.R., M. Charbonnel lançait également l'organisation régionale de son mouvement. « La Fédération des Républicains de Progrès », mouvement dont M. Menu assumera la responsabilité pour le Nord - Pas-de-Calais. La Fédération de M. Charbonnel a, comme la « Coordination » de ses amis, vocation à rassembler l'ensemble des groupements gaullistes qui peuvent adhérer comme « mouvements associés » en gardant leur propre personnalité. Ce qui sépare M. Charbonnel de la « Coordination » ? : rien de fondamental, selon l'ancien ministre, mais surtout la pesanteur des cheminements historiques des uns et des autres et les méthodes mises en œuvre. La Fédération de M. Charbonnel se veut avant tout un parti de militants, ce qui implique un travail d'organisa-

tion et de recrutement pour créer une base populaire. Elle reproche à la « Coordination » de M. Léo Hamon de ne pas rechercher la constitution de cette base militante.

« Après les municipales, nous ferons les comptes, un processus d'unité devra être mis en route. L'unité est dans la nature des choses entre eux et nous, et elle se fera », commente M. Charbonnel, avant de souligner qu'il est indispensable que les gaullistes rassemblent leurs forces pour aller plus avant vers l'union de la gauche. « Créer une quatrième composante cela n'a de sens pour nous, comme pour la gauche, que si cette composante est puissante. Nous avons été l'alibi de la droite, forts de cette expérience nous ne voulons pas devenir celui de la gauche ».

Il faudra donc attendre un peu pour juger au niveau national de l'importance que prendra ce courant dans la vie politique. Pour l'heure, et en attendant, la Fédération de M. Charbonnel, comme la « Coordination » de ses amis, présentera des candidats sur des listes d'union de la gauche en divers endroits. Dans le Nord, on cite Maubeuge, Dunkerque, Wimeux et Béthune. On ne parle plus de la candidature de M. Menu à Lille, celui-ci ayant déclaré hier qu'il entendait se consacrer totalement à la mise en place de la Fédération sur les deux départements, à l'organisation nationale (M. Menu est membre du bureau exécutif), et à mener campagne pour expliquer la démarche des gaullistes d'opposition.

Pour M. Charbonnel, la période des municipales est à la fois « gênante et favorable » pour la mise en place de la Fédération. Gênante, car le contexte électoral pose nombre de problèmes qu'il faut affronter ; favorable parce que la présence sur les listes de gauche, révélant à l'opinion publique la réalité du courant gaulliste, en favorise ainsi le développement. Il est cependant évident que le véritable rendez-vous des gaullistes de gauche avec l'opinion... et avec la gauche, sera celui des législatives.

A propos de l'Europe, l'une des questions fondamentales qui divisent autant l'opposition que la majorité, M. Charbonnel souligne « qu'il n'avait pas une allergie systématique à la limitation de la souveraineté, dès lors que l'Europe se constituait réellement indépendante ».

M. Charbonnel s'inquiéta de « l'affaiblissement de la France par deux années de giscardisme » au moment où le suffrage



(Ph. X...)

« dominée économiquement et politiquement par l'Allemagne », un nouveau dynamisme.

Ph. LAIDEBEUR

LA VOIX DU NORD DU SAMEDI 12 FEVRIER 1977

Invités, hier soir, par "Nord-Nature", les candidats se sont "mis au vert"

LE vert est le couleur de ces municipales 1977. Pas un candidat, pas une liste qui ne s'affuble de quelques justifications ou arguments écologiques.

La « qualité de la vie » devient le temps d'une campagne « la qualité de la ville » et, à Lille, c'est une Fédération d'association de défense du milieu naturel, « Nord Nature », qui a organisé hier soir la seule vraie confrontation publique des listes en présence, salle du Conservatoire.

Les électeurs étaient peu nombreux : c'est que l'organisation de cette manifestation fut trop rapide. Les « vedettes » étaient absentes. « Nord Nature » évitait ainsi délibérément de refaire les « face à face » radio-télévisés déjà entendus, et qu'elle avait, comme beaucoup, jugés stériles.

Le professeur Vivier arbitrait, tandis que M. Vernier, directeur de l'Agence de l'eau, et M. Beaufort défendaient les couleurs de M. Segard. M. Thieffry, adjoint à la circulation ; M. Bodart, scientifique, pour le Parti socialiste, et M. Didier Thibaud, pour le Parti communiste, défendaient la liste d'Union de la gauche. M. Radanne, des « Amis de la Terre », MM. Pascal et Phalpin représentaient les intérêts de la liste « Pour l'autogestion et l'écologie », tandis que l'extrême gauche avait dédaigné l'invitation.

« L'écologie » demeure un terme très vague, surtout dans l'opinion publique, terme que se dispute la droite au nom de l'héritage historique, la gauche au nom de l'engagement social, et que nombre de militants souhaitent maintenir loin du débat partisan de structures politiques, dont aucune n'a jusqu'ici répondu de façon satisfaisante aux interrogations formulées.

La confrontation d'hier n'échappait pas à la règle, les co-listiers de M. Segard avançant avec générosité des idées intéressantes en matière de transport, d'urbanisme, d'espace vert, de politique de l'eau, de logement, idées qualifiées aussitôt de « récupération » par une partie de l'assistance, tandis que le représentant du Parti communiste s'empressait de mettre en contradiction les candidats de la majorité avec la politique suivie depuis plusieurs années par le gouvernement, et que ceux du Parti socialiste s'attachaient à la fois à montrer ce qui avait été fait, à souligner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques, face à l'Etat et aux administrations, et à tracer des orientations dont le caractère parfois trop vague ne fut pas sans provoquer des réactions de désappointement.

L'écologie — on l'oublie trop souvent — ce n'est pas seulement l'art de savoir se rouler dans l'herbe, jouer de la guitare entre

deux massifs de tulipes dans une rue piétonne, ou faire le tour de Lille à bicyclette (ce qui reste un exploit, rappelait fort justement, hier, M. Radanne). L'écologie, c'est tout ce qui touche à l'environnement de l'homme : c'est le logement, les espaces verts, mais aussi les conditions économiques qui régissent l'existence, le temps de travail, le système de hiérarchie, les moyens créés ou non permettant à chacun de prendre part aux décisions qui les concernent, etc.

En ce sens, le débat d'hier soir n'allait peut-être pas suffisamment loin, limité volontairement au plan municipal et à quelques grands thèmes, dont chacun aurait d'ailleurs à lui seul pu alimenter une nuit entière de discussion : la croissance urbaine, l'eau, les transports, les économies d'énergie, la circulation, la pollution atmosphérique, le logement. L'on tapait sur les doigts du débateur qui abordait trop longtemps des problèmes de politique nationale, et pourtant, force est de constater que s'il est possible de régler de petits problèmes localement (recyclage des déchets, priorité aux « deux-roues », espaces verts), ce qui n'est déjà pas si mal, les problèmes importants, vitaux, demandent des solutions globales (politique du logement, politique des loisirs, conditions de travail, de transport, etc.).

Ph. LAIDEBEUR.

L'EXTRÊME-GAUCHE TIRE LES CONCLUSIONS DU SCRUTIN DE DIMANCHE DERNIER

112

LES militants de Lutte ouvrière, de la Ligue communiste révolutionnaire et de l'Organisation communiste des travailleurs, ont hier à Lille commenté les résultats surprenants obtenus par les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », dans différentes villes de France et en particulier dans la capitale des Flandres.

En réalisant des scores allant jusqu'à 12% (Orléans), 15% dans certains quartiers ouvriers, 6,4% à Lille, les « révolutionnaires » ont en effet, avec les écologistes, créé l'événement de dimanche dernier. L'extrême-gauche, dans les scrutins nationaux, et à plus forte raison dans les scrutins locaux, n'avait jamais réalisé un tel chiffre, et le vote des jeunes de moins de 21 ans ne peut à lui seul expliquer ce phénomène.

Pour les militants de la gauche révolutionnaire, le fait capital est la modération affichée par les partis de l'Union de la gauche, alors que ceux-ci approchent d'une victoire possible aux législatives. Les militants des groupes révolutionnaires estiment en effet que pour ne pas compromettre cette victoire, les partis traditionnels tendent à adopter une attitude « séduisante » vis-à-vis de l'électorat modéré. « Cela se traduit par une certaine mollesse dans l'action. Notre succès prouve que c'est le contraire qu'il faut faire pour acquérir la confiance des travailleurs. Aujourd'hui la gauche propose aux travailleurs d'assurer son succès lors des échéances électorales et de lui faire confiance pour le reste. Le vrai débat, à l'approche des législatives, c'est la définition d'une politique conforme aux intérêts des travailleurs, donc, résolument opposée aux classes dominantes », déclarent les révolutionnaires, appuyant leur démonstration sur le fait que le succès de leurs listes s'est vérifié là où les alliances d'Union de la gauche et la campagne électorale avaient été marquées par un certain ménagement de l'électorat modéré. A Marseille par exemple, les listes homogènes du P.C.F. ont canalisé le vote d'une catégorie de citoyens qui, ailleurs, ont refusé l'Union de la gauche telle qu'elle se présentait et ont préféré l'extrême-gauche.

L'extrême-gauche analyse aussi ses résultats par rapport à ceux des écologistes.

Elle constate à Lille que les écologistes l'ont devancée dans les quartiers où la droite est majoritaire, les quartiers votant traditionnellement à gauche ayant au contraire placé les révolutionnaires devant les écologistes. En certains endroits, l'extrême-gauche aurait même, selon les calculs de ses militants, mordu de plus de 35% sur l'électorat traditionnel communiste, dérouter par l'alliance de la gauche unie.

Ceci ne veut pas dire que les voix qui se sont portées sur les écologistes se reporteront automatiquement sur le candidat de la majorité. Mais ceci marque la différence qui sépare les deux listes. Celles-ci convergent lorsqu'elles disent que le problème du cadre de vie est important et doit être posé par l'action, la lutte, des travailleurs, là où ils vivent. Elles divergent quant à la définition de la dimension politique de cette action. Par ailleurs, l'analyse est rendue difficile par la présence du P.S.U. sur les listes

de sur les listes d'extrême-gauche.

Les scores réalisés tant par les « écologistes-autogestionnaires » que par les révolutionnaires ne traduisent-ils pas plus simplement un dégoût des citoyens pour la « politique politicienne », un désaveu des campagnes électorales menées par un candidat comme par l'autre? Les révolutionnaires en sont d'accord et voient en cette démarche de l'électeur une attitude fondamentalement politique.

Le débat ouvert porte sur le fait de savoir si les élus doivent s'occuper de la vie quotidienne à la place des citoyens, ou aider les citoyens à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, et leur donner les moyens d'aboutir dans leurs luttes, au niveau des quartiers ou des entreprises.

Autre aspect du résultat de dimanche. L'on croyait l'extrême-gauche réduite à néant, après l'effervescence de 1968. L'extrême-gauche est en fait à l'action, dans les entreprises au sein des organisations syndicales représentatives. Pour la première fois unie dans un combat électoral, elle compte sur son résultat de dimanche dernier pour aller plus loin dans cette action, passer sur les états-majors qualifiés de « bureaucratiques » des syndicats C.G.T. ou C.F.D.T.

La cohabitation des militants du P.C. et du P.S., majoritaires, et des révolutionnaires dans les syndicats, ne va pas sans problèmes, les premiers estimant que la liberté d'expression ne peut aller jusqu'à la critique publique des positions prises par les organisations syndicales dont on fait partie, les seconds considérant que la défense des intérêts des travailleurs exige que ce débat soit étalé au grand jour. L'extrême-gauche, en cette période électorale reproche par exemple aux organisations syndicales de ne pas tout faire pour coordonner les actions « spontanées » qui naissent dans certaines entreprises et créer le rapport de force en faveur des travailleurs. Elle utilise aussi le terme « chasse aux sorcières » face aux pressions exercées, ou aux exclusions prononcées contre des militants révolutionnaires, comme Dominique Wailly, tête de liste à Lille, exclu de la C.G.T.

Enfin, pour l'extrême-gauche, l'important dans ces municipales, en l'attente des législatives, c'est le « 3e tour » social qu'elle estime devoir engager, c'est-à-dire la lutte dans les entreprises. En attendant, l'extrême-gauche appelle à voter dimanche pour les listes d'Union de la gauche.

Ph. LAIDEBEUR

LA VOIX DU NORD DU JEUDI 17 MARS 1977

Hier soir, avec les écologistes autogestionnaires "HAPPENING" AUTOUR DE LA NOTION DE POUVOIR

UN tandem contre un arbre de la place du Concert, la salle pleine de barbus sympathiques: c'était hier soir la « fête-réunion-débat » de la Liste écologique et autogestionnaire.

Tout a commencé dans les règles: deux tréteaux, une tribune, une poignée d'orateurs se succédant au micro. Pas de dépaysement. Mais l'on ne se quittera pas avant d'avoir dans quelques bourrées et quelques gignés au son de l'accordéon et du binou, avec un orchestre de folk flamand. Ces écologistes ne sont décidément pas des candidats comme les autres!

Entre-temps, on avait sagement écouté le programme des candidats. « Nous disons que vous n'avez pas à déléguer le pouvoir en permanence à des notables qui décident sans vous de votre vie quotidienne, qu'il n'est pas utopique de vouloir contrôler, décider ensemble de ce qui doit se passer dans les quartiers ».

Parmi les thèmes abordés: l'emploi, les responsabilités du gouvernement dans ce domaine, la nécessité d'une politique municipale volontariste; le logement, avec la spéculation, les expulsions, le prix des loyers et des charges, le rejet des classes populaires à la périphérie et la nécessité d'un contrôle populaire pour une politique de logement pour tous; la rénovation de l'habitat, qui détruit le tissu social existant et est opérée sans débat, sans consultation populaire réelle; les espaces verts, trop rares; la nécessité de freiner les investissements en faveur de l'automobile pour développer les transports en commun, la circulation des deux-roues et des piétons; la condamnation du métro. L'on entendit également un véritable

réquisitoire contre la politique menée par la municipalité sortante vis-à-vis des associations: comités de quartier sans pouvoir, sans moyens, ne maîtrisant nullement la gestion des équipements mis à disposition des habitants, « composés de notables et servant de courroie de transmission au pouvoir municipal ».

Tout cela était très autogestionnaire. C'est que toutes les tendances n'étaient pas à la tribune, les écologistes étant restés dans la salle pour prendre part à un débat qui permit au fil des interventions de reconstituer peu à peu la mosaïque des idées qui soudent 43 candidats, venus du P.S.U., du syndicalisme, des Amis de la terre. « Nous ne formons pas une liste de partis, unis pour les besoins de la cause, mais un rassemblement de préoccupations, d'idées », devait dire l'un d'entre eux. Des idées diverses, très diverses.

Parti sur le problème de savoir s'il fallait ou non condamner Mauroy, lui-même victime de la politique nationale, et faire « le jeu de la droite », le débat tourna vite autour de la notion de pouvoir, dans une ambiance très animée, dont nous ne surprendrons personne en disant qu'elle rappelait les discussions sans fin de mai 1968. Citons ici questions et réponses, au hasard:

« Gauche ou pas, Mauroy, on s'en fout, sa gestion est dég... »
« Nous, les conditions de travail, il y a vingt ans qu'on les subit, toi, l'intellectuel, tu t'en

moques peut-être, mais nous, on veut que ça change. »

« Les partis de gauche ne répondent pas aux vraies questions qui sont posées tous les jours. »

« Pour nous, il faut partir du quotidien et, sur un petit problème de tous les jours, amorcer une réflexion, au niveau où le plus large public est capable de l'amorcer, pour aller vers une prise de conscience de nature politique. Pour nous, la politique, ce n'est pas un jeu d'alliances, de partis, faire subir son pouvoir à des gens qui n'ont la parole qu'une fois tous les six ans. »

« On ne veut pas être des gens au pouvoir, mais développer le pouvoir des gens. »

« Développer le pouvoir des gens, il faut en avoir les moyens. Comment les avoir sans prendre le pouvoir ? »

« La théorie du contre-pouvoir implique déjà une prise de pouvoir. »

« Et avec tout cela, comment vous empêchez la spéculation foncière, comment vous retenez les industries ? »

« Il faut être clair, qui, à Lille, menace les habitants du vieux Lille, et pourquoi ? »

... un ange passe.
« Qui veut parler de son problème personnel ? » lance une voix timide.

« Voulez-vous gérer Lille ou vous faire connaître ? »

« Ils veulent faire du bruit ! »
« On veut que les gens gèrent, planifient eux-mêmes par un débat démocratique. »

« Etre élu, ça nous déplairait pas ! »

« Etre élus si les gens ne s'organisent pas, pour nous, cela n'a pas de sens. »

« Faut être honnête, qu'est-ce que vous faites au deuxième tour ? »

« Il est évident que la voie, ce n'est pas Ségard. Mais nous poserons des questions aux candidats et les électeurs jugeront. »

« Vous faites le jeu de la droite. »

« On ne prend pas nos électeurs pour des imbeciles. Nous, nous avons une bonne opinion de notre électoral. »

... un autre:
« Nous, on appellera à voter Mauroy. »

... un troisième:
« Individuellement, peut-être, ou ton organisation, mais la liste, pas question ! »

Mais, déjà, l'accordéon entame quelques accords guillerets, et tout le monde s'y met, joyeusement, c'est la fête !

P. LAIDEBEUR

DES ÉLECTIONS LILLOISES

Le conseiller municipal moyen : un fonctionnaire de 47 ans

C'est donc un conseil municipal sensiblement renouvelé que les Lillois ont réélu dimanche. S'il reste 23 conseillers sortants (16 PS, 3 MRG, et 4 personnalités ex-CNI), on dénombre 19 nouveaux élus. Parmi ceux-ci, évidemment, les 10 communistes dont la présence a bien souvent été placée au centre de la campagne. Dans leurs rangs, ils comptent une ancienne conseillère municipale, Mme Defrance. On trouve aussi 5 nouveaux élus socialistes, 1 MRG, et 3 «personnalités».

La représentation des femmes se trouve, elle aussi, légèrement accrue. Dans la précédente équipe municipale, on n'en trouvait que six : 5 PS et 1 radicale. Elles sont maintenant neuf — 5 PS, Mme Escande prenant la place de Mme Lasson, 3 PC et 1 «personnalité». La moyenne d'âge est, d'autre part, singulièrement baissée : 47 ans ! Et, si le doyen de cet aéropage se trouve être, désormais, M. Marceau Frison — 72 ans — le benjamin est un communiste : M. Didier Thibaut, 24 ans. D'ailleurs, l'âge de huit conseillers varie entre 24 et 35 ans ; 10 ont de 36 à 45 ans ; treize de 46 à 55 ans et neuf, entre 56 et 65 ans. Trois conseillers, seulement, dépassent les 66 ans. Une grande partie de ce «sang jeune» est d'ailleurs apportée par les communistes : cinq des leurs ont moins de 35 ans, deux entre 40 et 45 et trois de 50 à 55 ans.

Sociologiquement, les nouveaux conseillers municipaux représenteront toutes les couches de la population lilloise.

Les enseignants y sont particulièrement bien représentés. On n'en compte pas moins de 11, en effet : deux universitaires, — le recteur Debeyre et M. Marcel Bodard, professeur de biologie à l'Université de Lille — ; cinq professeurs, dont M. Pierre Mauroy ; une directrice d'école ; deux institutrices et un instituteur honoraire. Dans le précédent conseil, ils n'étaient que cinq.

Les autres secteurs de la fonction publique sont, par contre, moins représentés que dans la précédente équipe : 7 au lieu de 10. On trouve, en particulier, trois «postiers» et un «cheminot».

Les professions libérales, pour leur part, conservent la même représentation — et les mêmes hommes : deux avocats — M^e Rombaut et M^e Boschner ; 4 médecins — les Drs Mollet, Durier, Matrau, et Choquel — et un comptable, M. Caillau. On note enfin la présence de 4 cadres, 1 assureur, une journaliste — Mme Bouchez —, une infirmière Mme Morel, un commerçant M. Coucke, au lieu de 2, et un artisan M. Burie...

— Quant aux ouvriers et employés, ils augmentent (5 au lieu d'un seul), du fait surtout de la présence des communistes. Seule, Mme Jacquie Buffin ne pratique aucune profession, bien que l'animation considérable qu'elle exerce au sein de l'association des Amis des Musées, soit plus qu'un simple loisir...

S'agissant du scrutin proprement dit, il faut d'abord remarquer qu'entre les deux tours on a enregistré une progression du nombre des suffrages exprimés : 1.760. Ainsi, des électeurs qui avaient choisi nul lors du premier tour, se sont prononcés dimanche.

Le dimanche précédent, la liste écologique et celle d'extrême gauche avaient totalisé 8.684 voix : 4.381 pour la première, 4.303 pour la seconde.

Or, au second tour, M. Mauroy obtint 7.635 voix supplémentaires et M. Segard 2.808. On peut en déduire que la quasi totalité des voix d'extrême gauche se sont reportées sur la liste de la gauche. Les écologistes, quant à eux, estimaient que leur électorat se reporterait à 50 % vers M.

Mauroy — environ 2.000 voix — que 25 % rejoindraient les abstentionnistes et que seul le dernier quart se tournerait vers M. Segard. Il faut donc en déduire que l'importante campagne d'affichage et de porte à porte du secrétaire d'Etat, entre les deux tours, pour décider les abstentionnistes, en a convaincu un millier. Ce n'était pas suffisant pour lui permettre de rejoindre son adversaire.

Il est maintenant intéressant de comparer les chiffres de dimanche dernier à ceux des municipales de 71, et des présidentielles de 74.

Première constatation : si le nombre des inscrits a peu varié, on avait beaucoup plus voté, par contre, lors des deux précédents scrutins : 1.158 suffrages exprimés de plus en 71, 5.085 en 74. C'est la preuve que l'élection présidentielle au suffrage universel mobilise plus. Quant à la différence des chiffres entre 71 et 74, elle reflète à peu près la proportion de Lillois partis pour la périphérie au cours de ces six dernières années. Autre remarque : si les nouveaux électeurs de 18 à 21 ans ont certes rétabli la balance des inscrits, ils ne se sentent pas autant mobilisés, en revanche, par une élection municipale que leurs aînés.

Toujours en 1971, on constate qu'avec 1.500 votants de moins, M. Mauroy perd 919 voix par rapport au score de M. Laurent, et M. Segard 329 par rapport à celui de M. Ortoli. Par contre, beaucoup plus significative est la comparaison avec les élections présidentielles. Malgré un nombre de votants plus faible (6.732), M. Mauroy améliore le score de M. Mitterrand de 1.805 voix, alors que M. Segard perd

8.892 électeurs sur M. Giscard d'Estaing !

Intéressante aussi est la répartition de ces votes par bureau. Et la première remarque qui s'impose est que le Lille historique, celui d'avant la fusion avec Fives, Wazemmes, Moulines... vote à droite. Cela est particulièrement visible à partir de deux axes : l'une de la rue de La Bassée au Parc Saint-Maur, l'autre de la rue Royale au bd de la Liberté. Ce sont dans ces secteurs que M. Segard et M. Giscard d'Estaing ont réalisé leurs meilleurs scores, y dépassant même toujours la gauche.

Celle-ci, par contre, est très largement majoritaire dans les quartiers ouvriers de Fives, Wazemmes et des Faubourgs de Douai, Arras, des Postes, de Béthune et de Canteleu.

Par rapport aux élections de 1971, quelques bureaux de vote ont basculé d'un camp à un autre. M. Segard améliore les pourcentages de M. Ortoli dans les bureaux 410 (Saint-Maur), 303 (Av du Peuple Belge), 501 (Esplanade), 301 (Vieux-Lille), 820, 821 (Esquermes), 701, 702, 704 (Saint-Sauveur) ou encore dans les bureaux de vote du bd Victor-Hugo, de la rue de Wazemmes (604, 605 et 606), de la rue Racine (112), de la rue des Stations (109) et rue Werniers (404).

M. Mauroy, de son côté, améliore les scores de M. Laurent dans le Vieux-Lille, place du Concert (302), dans les bureaux de vote 503 (rue de la Barre), 805 (rue Guillaume-Tell), 802 (av Gordonnier), 813 (rue des Secouristes), 613 (Fg de Douai), 619 (rue Victor-Duruy), 412 (rue E.-Jacquet), 207 (rue du Long-Pot) et 102 (bd de la Liberté).

MERCREDI 23 MARS 1977

NORD ECLAIR

LILLE : très nette victoire de M. Mauroy sur M. Segard

Le score est on ne peut plus net. L'enthousiasme que les quelques milliers de supporters de M. Pierre Mauroy manifestaient hier soir à l'hôtel de ville montrait bien que cette victoire leur semblait plus forte sans doute qu'ils n'osaient l'espérer. Il faut pour mesurer ce scrutin se reporter à 1971 où restaient seuls en présence M. Augustin Laurent qui rassembla toutes les voix de gauche (55,68 %) et M. Ortoli, ministre U.D.R. qui fit le total des voix de la majorité (44,31 %). La première constatation est que le vote de dimanche confirme très exactement celui de 1971 : M. Mauroy obtient 55,42 des suffrages, M. Segard 44,58 ne progressant que de 3 % par rapport au premier tour contre 10 % à M. Mauroy.

**

La question qui vient tout de suite est celle-ci : comment se fait-il que M. Segard n'ait pas fait mieux que M. Ortoli ? Il avait des atouts et notamment celui d'être un homme de Lille, bien implanté, ayant de solides et nombreuses relations. Il y avait de plus un renversement d'alliance au beffroi puisque M. Mauroy partait en tête d'une liste d'Union de la gauche ce que M. Laurent n'avait pas tenté en 1971. M. Segard avait d'ailleurs, il y a longtemps, dénoncé la collusion socialo-communiste. Il en avait fait son premier et son dernier argument. La dernière nuit encore on placardait des affiches pour « barrer la route aux communistes ». Or, il n'a pas été entendu. La première erreur a peut-être été d'attaquer « une liste socialo-communiste » qui n'apparaissait pas telle aux électeurs puisqu'on y trouvait quatre radicaux et aussi sept personnalités. Et puis il faut bien constater que cette liste est à majorité socialiste. Les jeunes

appelés en nombre aux urnes sont moins sensibles à un certain anti-communisme qu'ils comprennent mal devant les positions actuelles du P.C. Que ce parti ait changé ou pas, là n'est pas le problème : il n'est plus perçu de la même façon par les générations montantes.

Et l'ultime argument de M. Segard sur les voix d'extrême gauche qui allait peser de « l'extérieur » sur le conseil municipal n'était guère probant non plus. Ces voix ont aussi élu M. Laurent après 1968, et, faut-il souligner que l'extrême droite n'était pas hors de la liste de M. Segard mais bel et bien dans sa liste ? Le report des voix écologistes reste à étudier de près mais, faute de la proportionnelle, comme en 1971 ou se trouvait divisée en deux camps.

**

Et puis, M. Segard a aussi attaqué, et très vivement, M. Mauroy sur sa gestion : c'est pourquoi le maire de Lille a tenu à dire dimanche soir : « Cette victoire est aussi l'approbation d'une gestion ». La campagne percutante, insistante par une débauche d'affiches sur le métro, le stade, le Nouveau-Siècle n'a pas été payante. Peut-être, là aussi, sur une opération pourtant menée avec les techniques éprouvées d'une agence de publicité, s'est-on aussi trompé psychologiquement. Faut-il critiquer systématiquement tout équipement qui donne à Lille sa physionomie de capitale des Flandres ?

Il reste que le courant national était défavorable à M. Segard qui était pour beaucoup aussi le ministre d'un gouvernement dont les membres s'affrontent constamment sur les antennes. La division de la majorité a joué sans aucun doute. Et aussi bien sûr la situation économique : le chômage, la vie chère : dures réalités quotidiennes que l'électeur n'évacue pas facilement de ses préoccupations surtout lorsqu'il tient un bulletin de vote en main.

Victoire personnelle incontestablement pour M. Mauroy, mais aussi, en raison même de la campagne menée par M. Segard, victoire de l'Union de la gauche à Lille.

On peut tenir pour acquise la fusion de Lille et d'Hellemmes. Faudra-t-il ajouter un référendum ainsi que le préfet l'envisageait il y a quelques mois ? Sera-ce vraiment utile ?

LUNDI 21 MARS 1977

GEOFFREY JUDUR

NORD ECLAIR

LE second tour de scrutin confirme et amplifie la progression de la gauche, qui remporte des succès parfois spectaculaire. Cette nouvelle poussée qui est due à la force du courant unitaire s'exprime par une progression de toutes les composantes de la gauche.

Si les listes d'union conduites par les socialistes enlèvent à la droite Villeurbanne, Belfort, Rennes, Mâcon, Angoulême, Albi, etc., les listes conduites par les communistes enlèvent Saint-Etienne, Le Mans, Evreux, Béziers, Thionville, Bourges, Poissy, Noisy-le-Grand.

Ce n'est là qu'un bilan partiel. Mais ce qui apparaît avec éclat c'est que l'union a été bénéfique pour tous les partis de gauche et que le Parti Communiste en ce qui le concerne a fait la démonstration que, contrairement à certaines affirmations, il était capable de rassembler très largement l'électorat de gauche et au-delà, au second tour comme au premier.

DANS la région, la gauche enlève à la droite : Tourcoing, Wasquehal, Béthune, Saint-Omer, Mons-en-Barœul, Louvroil, Bailleul, Le Portel. A Lille, avec 56,4 %, la liste d'union de la gauche fait un score important. Le ministre Ségard est battu avec netteté, malgré les sommes fabuleuses englouties dans une campagne tapageuse. Sa défaite, sans appel, est à la fois celle de la politique gouvernementale et celle d'un anticommunisme grossier.

Il n'est pas le seul ministre à mordre la poussière, puisqu'à Saint-Etienne, c'est le mineur communiste Joseph Sanguedolce qui bat le ministre de l'Economie Durafour, et qu'à Béziers, notre camarade Balmigère bat le ministre Brousse.

Dans la région, le Parti Communiste ajoute à ses municipalités gagnées au premier tour : Fourmies, Somain, Pecquencourt, Masny, Lewarde, Louvroil, Quiévrechain, Onnaing, Mortagne, Iwuy dans le nord ; Billy-Montigny, Annay-sous-Lens, Lillers, Auchel, dans le Pas-de-Calais.

LUNDI 21 MARS 1977
LIBERTE

CE second tour confirme donc que la gauche a progressé depuis l'élection présidentielle de 1974, et qu'un nombre plus grand de Français se reconnaissent aujourd'hui dans ses options fondamentales. Il ne fait plus de doute que la gauche est actuellement majoritaire dans le pays.

La droite et le pouvoir ont fait d'immenses efforts pour maintenir leurs positions. La démagogie a coulé à plein bord. Le Plan Barre a été crédité de premiers succès. L'indice des prix a été trituré. Les sondages ont été manipulés pour influencer l'opinion. Tout cela n'a pas suffi pour empêcher l'érosion de la droite et la poussée de la gauche. Ces élections municipales n'avaient pas pour objet le changement de pouvoir. Mais dans la mesure où jamais elles n'ont été aussi politiques, elles s'insèrent dans le combat général pour rassembler une majorité de Français sur les grandes options du Programme commun.

Au lendemain de ces Municipales, la carte politique de la France se trouve profondément modifiée. La politique gouvernementale est condamnée avec netteté. Sans doute serait-il dangereux de sous-estimer la capacité de résistance et de manœuvre de l'actuelle majorité gouvernementale. Il reste cependant qu'au lendemain de ces élections et un an avant les Législatives, cette majorité est déjà minoritaire dans le pays.

Jacques ESTAGER

A U soir de ce premier tour des municipales, les progrès de la gauche sont nets et reconnus par tous les commentateurs. Dans l'ensemble des villes de plus de 30.000 habitants, l'union de la gauche totalise 52 % des suffrages contre 50 % au deuxième tour de l'élection présidentielle.

A un an des législatives, cette progression revêt une signification politique certaine. Dans cette progression, la dynamique unitaire a joué un rôle décisif. Sans doute doit-on déplorer des manquements à l'accord national. Mais il reste que la caractéristique essentielle au plan de l'application de cet accord était l'union réalisée dans 700 villes de plus de 9.000 habitants, sur un peu plus de 800. Cette union a permis de gagner des voix dans celles de ces villes déjà gagnées à la gauche et de conquérir de nouvelles municipalités.

L A caractéristique de cette poussée de la gauche c'est qu'elle n'est plus le fait du seul Parti Socialiste, mais des deux partis, communiste et socialiste. La progression communiste s'exprime de deux façons. Elle est nette et parfois spectaculaire dans les municipalités sortantes ou dirigées par les communistes.

Pour s'en tenir à notre région, à Calais, la liste conduite par Jean - Jacques Barthe, député-maire, passe de 50,3 % en 1971 à 68,15 %. A Avion avec 79 %, la progression est de 11 %, de 7 % à Seclin, de 28 % à Meurchin, de 15 % à Lallaing, de 5 % à Solesmes, etc.

A Auby, la liste dirigée par les communistes passe de 36 % au premier tour de 1971, à 72 %, et à Escaudain de 65 % à 97 %.

La progression communiste s'exprime d'autre part par les bons résultats des listes conduites par les communistes.

Celle conduite par Gustave Ansart est élue avec 66 % à Denain, et celle conduite par Joseph Le-grand est élue avec 61 % à Carvin.

Parmi les nouvelles municipalités qui, dans notre région, seront également dirigées par les communistes, citons : Hautmont, Feignies, Raimbeaucourt, Douchy.

Ce sont également des listes conduites par des communistes qui enlèvent à la droite des grandes villes, comme Saint-Quentin, Reims, Châlons - sur - Marne, Montluçon.

Enfin la liste conduite par Georges Hage gagne 4 % à Douai, et celle conduite par Gaston Poulain 6 % à Valenciennes.

LUNDI 14 MARS 1977

LIBERTE

C ES résultats témoignent que les communistes sont de bons rassembleurs et que leur rôle est essentiel dans la progression de la gauche.

A Lille, la liste de gauche, avec 45,6 % des suffrages fait un bon score et sera élue au second tour. Avec 41,50 %, le secrétaire d'Etat Segard fait le plus mauvais score de la droite depuis vingt ans. Il enregistre un recul de plus de 10 % par rapport aux 52 % obtenus par Giscard d'Estaing au second tour de l'élection présidentielle.

Les difficultés internes du Parti Socialiste ont conduit à la perte de deux municipalités qu'il détenait. A Cambrai, l'attitude et les démarches de M. Gernez ont livré la municipalité à la droite.

A Maubeuge, le maire socialiste sortant a maintenu une liste autre que celle de l'union de la gauche, conduite par P. Beregovoy, secrétaire national du P. S. La liste de M. Forest a été élue.

L reste à faire une analyse détaillée et affinée de ce premier tour. Mais les indications dominantes demeureront la poussée de la gauche, le succès de ses listes, qu'elles soient conduites par des communistes ou des socialistes, et une progression certaine du Parti Communiste dans les milieux ouvriers, progressions qui s'exprime dans ces municipalités, notamment.

Ce premier tour a montré également que les électeurs ont approuvé l'accord national d'union conclu entre les trois partis signataires du programme commun.

Il s'agit maintenant, en renforçant cette union, de préparer les succès du second tour.

Jacques ESTAGER.

L'affligeant M. Schumann

Très occupé par le trou du Diplodocus et menant toute sa campagne à ce niveau, M. Ségard a passé le flambeau de l'anticommunisme à son colistier, M. Schumann. Sans perdre de temps, ce dernier a donc tenu une conférence de presse pour dénoncer la menace prioritaire que fait peser la liste d'union de la gauche avec l'entrée de dix communistes à la mairie.

« Le précédent que l'on veut créer à Lille, a-t-il déclaré, serait dangereux pour notre diplomatie. »

Que la présence de communistes au conseil municipal de Lille mette en péril la diplomatie française, il faut s'appeler Maurice Schumann pour tenir des propos d'une telle outrance et d'une telle extravagance. Et il est affligeant de penser que que monsieur a pu être ministre des Affaires étrangères de la France.

Il est vrai que pour justifier ce propos, M. Schumann qualifie le Parti communiste « d'idéologie étrangère » et met en cause le caractère national de notre Parti. Comme on le voit, le colistier de M. Ségard ne renouvelle guère les thèmes anti-communistes de la droite.

Nous rappellerons simplement que lorsque M. Schumann participait à la Résistance derrière le micro de Radio-Londres, les communistes se battaient sur le sol national et, par milliers, tombaient sous les balles des peotons d'exécutions nazis. Aucun parti n'a consenti autant de sacrifices à la cause de la liberté et de l'indépendance nationale.

Le Parti communiste n'a donc pas de leçons de patriotisme à recevoir de M. Schumann, aujourd'hui chef de file de cette vieille droite qui, au temps de l'occupation, se vautre dans le pétainisme et la collaboration.

M. Schumann a été par ailleurs un des bradeurs de l'indépendance et de la souveraineté française. Il est un de ceux qui ont le plus fait pour pousser la France dans le pool charbonnier, ce qui a abouti à la liquidation de nos mines et au recul de notre sidérurgie. Il s'est beaucoup dépensé pour l'entrée de notre pays dans la Communauté européenne et sa mise sous tutelle économique de l'Allemagne. Il est de ceux qui ont prêché l'atlantisme le plus exacerbé et la soumission aux Etats-Unis.

Son parti, le MRP, a été, en son temps, le parti des guerres coloniales qui ont affaibli matériellement la France et porté gravement atteinte à son crédit dans le monde.

Aujourd'hui, son anticommunisme bêtifiant exprime cette haine de la vieille droite pour la classe ouvrière et son refus de voir les travailleurs accéder aux responsabilités dans la vie nationale.

M. Schumann a été, tout au long de sa carrière, le spécialiste de la mise à l'encan des grands intérêts nationaux.

Il serait temps, aujourd'hui, qu'il se fasse oublier. Puisqu'il s'entête à poursuivre dans la voie d'une politique malfaisante, c'est aux électeurs lillois qu'il appartiendra de le mettre sur la touche, dimanche prochain.

Jacques ESTAGER.

MARDI 8 MARS 1977
LIBERTE

BONNET BLANC ET BLANC BONNET

POURQUOI donc cette nouvelle offensive à la télévision et à la radio pour vanter les mérites exceptionnels de M. Barre et de son plan ? Pourquoi ces sondages multipliés pour affirmer que la côte du Premier ministre et celle du président de la République ne cessent de remonter ?

En vérité, si les choses allaient si bien, il ne serait pas nécessaire de le crier si fort. Et jusqu'à preuve du contraire, le chômage ne recule pas, la production industrielle n'a pas rattrapé son niveau de 1974, l'inflation se poursuit et chaque jour apporte sa nouvelle moisson de hausses. Seize millions de salariés constatent aujourd'hui qu'ils vivent plus mal, qu'il y a trois ou quatre ans. Et les cent rassemblements organisés dimanche dernier dans toute la France en ont apporté des milliers de témoignages.

C'EST bien pourquoi la coalition de droite est beaucoup plus inquiète qu'elle ne le laisse paraître. Depuis l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence, son influence ne cesse de s'éroder. Elle voit se profiler à l'horizon des prochaines législatives, le spectre de la défaite. Elle multiplie donc les manœuvres tous azimuts. D'une part, elle tente de maquiller son bilan et d'afficher un optimisme de commande. D'autre part, elle estime le moment venu d'opérer dans ses rangs une différenciation qui éviterait d'enfermer les électeurs dans le seul choix véritable : Majorité actuelle ou union de la gauche. Elle a donc entrepris d'afficher plusieurs choix possibles à droite pour mieux retenir ceux de ses électeurs qui se tournent vers la gauche. La fausse querelle Giscard - Chirac s'inscrit dans cette perspective. Dès le début, le Parti communiste a dénoncé la manœuvre et fait la lumière sur l'opération tactique menée par les gens de la majorité. Le tintamarre de ces dernières semaines s'est d'ailleurs calmé.

ON ne s'étonnera que davantage que ce soit le moment choisi par Pierre Mauroy pour cautionner la manœuvre giscardienne en affirmant dans le « Nouvel Observateur » de cette semaine : « Oui, il y a deux droites... D'un côté la droite libérale héritière de la Révolution de 89, mais prisonnière de ses privilèges, de l'autre, une droite bonapartiste, populaire et autoritaire... ».

Ainsi, selon Pierre Mauroy, seul Chirac serait un adversaire dangereux pour la gauche.

Quelles arrières-pensées nourrit-on quand on donne un brevet de républicanisme et de démocratisation à Giscard d'Estaing et à Poniatoski promu au rang d'héritiers de la Révolution française ?

D'autant que dans le même moment, des pressions multiples s'exercent pour vider le programme commun de son contenu transformateur.

Veut-on créer l'illusion qu'il serait possible de changer le cours des choses en ménageant d'une manière ou d'une autre, les intérêts du grand capital ?

Veut-on laisser croire qu'en cas de victoire de la gauche on pourrait se fier à la sagesse de Giscard d'Estaing et de la caste des privilégiés qu'il représente ? Veut-on semer l'illusion qu'il serait possible de s'appuyer sur une partie de la droite pour battre l'autre ?

ENCORE une fois, il n'y a pas de guerre à droite. La gauche a en face d'elle des forces résolues à défendre cette société de l'argent et ce régime du profit. Chirac et Giscard c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Le devoir des forces de gauche est de resserrer leur cohésion et leur union avec le seul objectif de battre la droite, toute la droite et d'aller demain au gouvernement pour appliquer le Programme commun tout le Programme commun.

Jacques ESTAGER

MARDI 15 FEVRIER 1977
LIBERTE

TABLE DES MATIERES

| | |
|--------|---|
| page 3 | -introduction |
| 8 | -le bricoleur, le physicien et le journaliste |
| 12 | -un pas en avant |
| 16 | -curieux quatrième pouvoir |
| 17 | -l'information sans formation |
| 18 | -à la base de la critique : l'enquête |
| 22 | -le critiqueur critiqué |
| 24 | -quelques conséquences |
| * 27 | -DE LA THEORIE A LA PRATIQUE... QUATRE JOURNALISTES PARLENT DE LEUR METIER |
| 31 | -question 1 |
| 37 | -question 2 |
| 43 | -question 3 |
| 48 | -question 4 |
| 54 | -question 5 |
| 60 | -question 6 |
| * 68 | -ANALYSE QUALITATIVE DE CONTENU |
| 71 | -à qui s'adresse-t-on ? |
| 78 | -entre journalistes et lecteurs |
| 85 | -la morale |
| 93 | -la norme |
| 96 | -les qualificatifs |
| 100 | -les maximes |
| 103 | -bibliographie sommaire |
| 104 | -recueil d'articles |
| 120 | -table des matières |

